

TROTSKY



FACE À LA MENACE FASCISTE EN FRANCE

1934



Cahiers révolution communiste

- n° 21 Trotsky : La grève générale en France 1936
- n° 20 Trotsky : Contre le Front populaire 1935
- n° 18 CoReP : plateforme de 2017
- n° 17 GMI : programme d'action de 2017
- n° 16 La mobilisation de 2017 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre 1915
- n° 6 Marx : la crise (compilation)
- n° 5 4^e Internationale : programme de transition de 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale
- n° 3 Chili 1970-1973
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
- n° 1 GMI : plateforme de 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants

C'est au tour de la France
(mars 1934) p. 5

Où va la France ?
(octobre 1934) p. 12

Résolution sur la section fran-
çaise (octobre 1934) p. 39

Chronologie p. 4

Index p. 45



1929

Staline chasse Boukharine du gouvernement de l'URSS et de la présidence de l'IC. L'IC décrète l'offensive systématique et déclare que les partis sociaux-démocrates sont sociaux-fascistes (3^e période). L'Opposition de gauche en France se regroupe dans la LC qui publie *La Vérité*.

1933

30 janvier : prise du pouvoir par Hitler sans réel combat du SPD ni du KPD ; 19 novembre : victoire électorale en Espagne du Partido Radical et de la CEDÀ, suivie de la répression violente des indépendantistes catalans et des militants ouvriers.

1934

8 janvier : Stavisky se suicide ; 1-16 février : sur ordre de Dollfuss (Parti social-chrétien), l'armée autrichienne écrase à Vienne la Schutzbund, la milice du SDAP ; 6 février : émeute fasciste en France contre l'Assemblée nationale (Jeunesses patriotes, Croix de feu, Action française...) qui provoque la démission de Daladier (PR) et la formation d'un gouvernement « d'union nationale » avec Doumergue). ; 12 février : journée de grève, fusion des manifestations de la CGT et de la CGTU ; 24 juillet : Trotsky est admis en France sous surveillance ; 7 juillet : accord de front unique entre le PS et le PC ; 24 août : entrée du GBL (ex-LC) dans le PS-SFIO.

1935

113 janvier : les habitants de la Sarre votent pour le rattachement à l'Allemagne ; 5 mars : service militaire de 2 ans ; 5 mai : pacte Laval-Staline entre la France et l'URSS ; 10 juin : expulsion de Trotsky après une campagne des stalinien et des fascistes ; 14 juillet : Front populaire entre la SFIO, le PCF et le PR, exclusion des JS de la Seine ; août : émeutes à Brest et Toulon, début de l'exclusion des BL par le PS-SFIO ; septembre : Pivert lance la GR de la SFIO.

1936

12 janvier : adoption du programme du RP-Front populaire qui écarte les nationalisations, ne dit rien sur le budget militaire, ne chiffre pas la réduction du temps de travail, refuse l'indépendance des colonies ; 28 avril & 5 mai : victoire de la coalition du FP aux élections législatives ; 11 mai : début des grèves spontanées avec occupations d'entreprises ; 2 juin, fondation du POI ; 4 juin : formation du gouvernement Blum (PS-PR soutenu par le PCF) ; 6 juin : Blum (PS) affirme : « *les occupations ne sont pas légales* » ; 7 juin : signature des accords de Matignon ; 11 juin : Thorez (PCF) déclare : « *il faut savoir terminer une grève quand satisfaction a été obtenue* » ; 6 août : Thorez propose d'élargir le Front populaire à droite, le « Front des Français » ; 19 août : procès à Moscou qui s'achèvera par la condamnation à mort des anciens dirigeants bolcheviks Zinoviev et Kamenev.

1937

26 janvier : dissolution par le gouvernement FP de l'Etoile nord-africaine ; 13 février : Blum décrète la « pause » ; 16 mars : répression de manifestants antifascistes à Clichy, 5 morts ; 22 juin : démission du gouvernement Blum sous la pression du Sénat.

1938

10 avril : formation du gouvernement Daladier (PR) qui va annuler par décrets-lois (ordonnances) les conquêtes de juin 1936 ; juin : fondation du PSOP ; 30 novembre : le gouvernement Daladier brise la grève de protestation.

1939

23 août : pacte germano-soviétique ; septembre : 2^e Guerre mondiale, interdiction du PCF.

1940

mai : offensive allemande ; juillet : le maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs de l'Assemblée.

C'est au tour de la France !

Pour la 4^e Internationale !

Nous, représentants des communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes) de l'URSS, d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas, de Belgique, de Grèce, de Suisse, des États-Unis, d'Amérique du Sud, de Chine et d'un certain nombre d'autres pays, nous nous adressons à vous, prolétaires de tous les pays, à l'heure d'un redoutable danger historique, et vous lançons cet appel.

Après la victoire de Hitler en Allemagne, après l'écrasement du prolétariat autrichien et les sanglants combats dans les rues de Paris, il est devenu clair, même pour des aveugles, qu'on a épuisé les anciennes méthodes de lutte, conquises dans la perspective d'une évolution pacifique. Au capitalisme pourrissant, il ne reste d'autre issue que d'écraser le prolétariat, détruire ses organisations, piétiner sa volonté, en faire un esclave résigné. La bourgeoisie ne veut ni ne peut attendre l'heure où le prolétariat détiendrait plus de 50 % des mandats parlementaires. La question sera tranchée par la force. Le capital financier organise et arme les bandes fascistes. Le mussolinisme n'est pas un phénomène italien, mais mondial. La gangrène de la réaction barbare gagne un pays après l'autre. C'est maintenant le tour de la France. Le 6 février y constitua la première répétition du banditisme fasciste. En Grande-Bretagne, les mêmes phénomènes se préparent. En Amérique, les conditions pour le fascisme ne sont pas moins propices qu'en Europe.

QUELLE MONSTRUEUSE DÉCHÉANCE !

Le prolétariat est la seule classe créatrice de la société contemporaine. C'est de lui que dépend toute la vie du pays, son économie, sa civilisation. Avec les masses semi-prolétaires dont il est appelé à prendre la tête, le prolétariat constitue la majorité écrasante de l'humanité civilisée. Il est inspiré d'un grand idéal social. Tout au long de l'histoire moderne, et de nouveau au cours des dernières semaines en Autriche, il a montré qu'il était capable de faire preuve d'un grand héroïsme, d'une grande abnégation .

Et cependant, le fascisme, qui s'appuie sur les pires éléments démoralisés de la petite bourgeoisie, sur la poussière humaine, sur les débris de la nation, remporte victoire sur victoire.

Quelle en est la cause ? Voilà la question qui travaille la conscience de chaque ouvrier. La réponse est écrite en lettres de feu par les événements eux-mêmes : la cause est la mauvaise qualité de la direction. Le prolétariat est trahi, désorganisé et affaibli par en haut.

La responsabilité principale incombe à la sociale-démocratie, à la 2^e Internationale. Tant qu'il s'est simplement agi de paisibles escarmouches et d'arran-

gements parlementaires et syndicaux, les masses ouvrières ne se rendaient pas compte que, dans les états-majors, il y avait des fonctionnaires bornés, anciens réformistes ou semi-révolutionnaires devenus des petits bourgeois conservateurs, de purs traîtres enfin. Ces chefs, Wels et Hilferding (SPD), Vandervelde et De Man (POB), Léon Blum et Renaudel (PS-SFIO), Jouhaux (CGT), Lansbury et Henderson (LP), Citrine (TUC), Robert Grimm (SPS) et autres ont infiniment plus la manière de penser et de sentir des ministres bourgeois, des banquiers, des journalistes, des professeurs, que la manière de penser et de sentir des prolétaires, des chômeurs, des paysans pauvres, des jeunes affamés qui grandissent sur le pavé.

Mais une lourde responsabilité incombe aussi à la 3e Internationale, qui s'est élevée bien haut sous le drapeau de la révolution d'Octobre mais qui, tombant de degré en degré, s'est changée, d'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, en appareil bureaucratique pétrifié. L'IC stalinienne a dirigé la révolution en Chine et l'a conduite à sa perte. L'IC a fait sortir les ouvriers révolutionnaires du monde entier des syndicats, a isolé l'aile gauche et a sauvé ainsi de l'effondrement la bureaucratie syndicale conservatrice. L'IC conclut des blocs avec des pacifistes bourgeois isolés, des bavards et des carriéristes, mais refuse de mener des actions en commun avec des organisations prolétariennes de masse.

La direction stalinienne de l'IC dit au prolétariat mondial : « *Reconnais par avance et sans réplique mon commandement, sinon je romprai l'unité de combat de tes rangs et je saboterai la défense contre le fascisme* ». Telle fut, au cours des années 1929 à 1932, la politique de la section la plus puissante de l'IC, le Parti communiste allemand KPD, et cette politique a abouti à la victoire d'Hitler. En Autriche, le KPÖ, enchaîné par les crimes et les erreurs de l'IC, n'a même pas pu, pour ainsi dire, lever la tête. Enfin, actuellement, malgré ces tragiques leçons, les partis communistes de France, de Grande-Bretagne et des autres pays continuent de répéter servilement la criminelle politique des staliens allemands. Marcel Cachin, avec Léon Blum, donnera inévitablement le même résultat qu'a donné Thälmann avec Wels. Dans cette voie, c'est une catastrophe, complète et définitive, qui attend les ouvriers.

Le fruit de la grande Révolution d'octobre en Russie fut l'État soviétique. Il a montré quelles forces et quelles possibilités recèle le prolétariat. L'État soviétique demeure, aujourd'hui encore, chair de notre chair et sang de notre sang. En ces heures difficiles, nous appelons tout ouvrier honnête à la défense de l'État soviétique.

Mais, sous la pression de l'impérialisme mondial, des difficultés intérieures et des fautes de sa direction, s'est élevée au-dessus des soviets ouvriers et paysans, une puissante bureaucratie qui a institué la religion de son infaillibilité. L'absolutisme de la bureaucratie incontrôlée constitue actuellement une terrible menace pour le développement futur des peuples frères de l'URSS et pour le triomphe du socialisme mondial. L'Internationale communiste créée par Lénine a péri victime de sa servile dépendance à l'égard de la bureaucratie soviétique en pleine dégénérescence.

OÙ EST DONC L'ISSUE ?

Il faut construire un nouveau parti et une nouvelle internationale.

Cette affirmation est encore aujourd'hui pour beaucoup la voix du « sectarisme » et du « désespoir ». Cependant le mot d'ordre de la nouvelle internationale est dicté par toute la situation, aussi bien sur l'arène mondiale que dans chaque pays pris isolément. Peut-on en effet redresser et régénérer la sociale-démocratie rongée de part en part de crimes et de trahisons ? La guerre, comme tous les événements de l'après-guerre, répondent : non !

On ne peut rien attendre de mieux de la 3^e Internationale. Nous, bolcheviks-léninistes, qui nous appelions naguère Opposition de gauche, nous avons tenté, pendant plus de dix ans, de régénérer l'IC, de la remettre sur la voie de Marx et de Lénine. D'immenses événements, dans toutes les parties du monde, ont confirmé nos avertissements et nos appels. En vain ! Les idées conservatrices et les intérêts mesquins d'une couche bureaucratique privilégiée se sont montrés plus puissants que toutes les leçons de l'histoire. La reconstruction de l'appareil de l'IC au moyen des masses est impossible, car cet appareil ne dépend pas des masses.

LA 2^E ET LA 3^E INTERNATIONALES SE SONT ÉPUISÉES

Actuellement, ni la 2^e ni la 3^e Internationale n'agissent en tant qu'organismes internationaux. Elles ne sont plus que des obstacles sur la route du prolétariat. Il faut créer une organisation révolutionnaire qui réponde au caractère de la nouvelle époque historique et à ses tâches. Il faut verser du vin nouveau dans des outres nouvelles. Il faut construire un véritable parti révolutionnaire, dans chaque pays, et une nouvelle internationale,

L'ouvrier qui réfléchit ne peut échapper à la logique de fer de cette conclusion. Mais il est assailli des doutes qu'ont fait naître des déceptions trop fraîches encore. Un nouveau parti ? Cela signifie une nouvelle scission. Pourtant le prolétariat a besoin, avant tout, de l'unité. Tel est l'argument le plus simple, soufflé le plus souvent par la timidité de la pensée face à l'immensité de la tâche.

Il n'est pas vrai, répondons-nous, qu'il faille au prolétariat l'unité pour elle-même. Il lui faut l'unité révolutionnaire de la lutte de classes. En Autriche, le prolétariat presque entier était uni sous le drapeau de la sociale-démocratie ; mais ce parti enseignait aux ouvriers à capituler, et non à lutter. Les ouvriers autrichiens ont montré qu'ils savaient se battre. Avec eux se battit aussi, courageusement, une partie des anciens chefs. Mais la responsabilité de la défaite retombe sur le parti dans son ensemble. « L'unité » opportuniste s'est révélée être la voie de la défaite. En Belgique, le POB, le parti de Vandervelde, de De Man et compagnie, a derrière lui l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Mais que vaut cette « unité », si l'état-major général de l'armée prolétarienne, profondément corrompu, rampe devant le pouvoir royal, devant l'évêque patriote, devant le bourgmestre libéral, devant tous les représentants de l'ennemi de classe ? Dans la petite Norvège, le DNA, le parti

opportuniste dirigé par Tranmael, qui a réuni aux dernières élections 45 % des voix, répète tous les crimes de la sociale-démocratie autrichienne, paralyse le prolétariat et prépare ainsi la voie au fascisme norvégien. Vouloir une unité de ce genre signifie vouloir passer le nœud autour du cou de la classe ouvrière.

Il nous faut une unité de lutte, véritable, révolutionnaire : pour résister au fascisme, pour défendre notre droit à l'existence, pour lutter implacablement contre la domination de la bourgeoisie, pour la conquête du pouvoir, pour la dictature du prolétariat, pour l'État ouvrier, pour les États-Unis soviétiques d'Europe, pour la République socialiste mondiale.

La sociale-démocratie est dévouée corps et âme au régime bourgeois. L'IC a montré en fait sa totale incapacité d'unir les masses pour les tâches révolutionnaires. Il reste au prolétariat, soit à baisser pour toujours la nuque sous un joug d'esclave, plus épouvantable que celui du Moyen-Âge, soit à forger une nouvelle arme pour son affranchissement révolutionnaire.

OÙ EST LA GARANTIE QUE LA NOUVELLE INTERNATIONALE NE S'EFFONDRE PAS À SON TOUR ?

Misérable question de philistin ! Dans la lutte révolutionnaire il n'y a pas et il ne peut y avoir de garanties données d'avance. La classe ouvrière s'élève par des marches qu'elle taille elle-même dans la roche. Il arrive qu'elle retombe de quelques marches plus bas, il arrive que la dynamite de l'adversaire fasse sauter des marches déjà préparées ou qu'elles-mêmes s'écroulent parce qu'elles étaient faites de matériaux trop friables. Après chaque chute, il faut se relever après chaque descente, il faut remonter, il faut remplacer chaque marche brisée par deux nouvelles.

La garantie du succès – si on peut parler de « garanties » – est dans le fait que nous sommes enrichis de l'expérience de la 2^e et de la 3^e Internationales qui, avant de s'effondrer, rendirent au prolétariat de grands services. Nous montrons sur les épaules de nos prédécesseurs. C'est là notre supériorité.

Nous rassemblons tous ceux qui ont d'ores et déjà compris le caractère désastreux de la politique des deux appareils bureaucratiques qui se survivent. La justesse de nos méthodes, de nos pronostics et de nos mots d'ordre est démontrée de façon irréfutable par toute la marche du développement historique des dix dernières années, c'est-à-dire de la période de dégénérescence et de décomposition de l'Internationale communiste.

Une juste théorie et une juste politique se fraieront inévitablement la voie et rassembleront sous leur drapeau la majorité du prolétariat mondial. Ce n'est qu'ainsi que se forgera l'unité révolutionnaire.

Mais ici nous entendons une nouvelle objection, au premier abord la plus persuasive : « La 4^e Internationale ne se formera pas rapidement, tandis que la peste fasciste avance, dans tous les pays, avec des bottes de sept lieues ; est

-ce maintenant le moment de scinder les rangs ouvriers ? » À cela nous répondons : pour l'union des rangs dans la lutte immédiate, il existe la politique léniniste du front unique. C'est seulement grâce à une juste application de cette politique que le bolchevisme a vaincu en octobre 1917.

Marx et Lénine n'ont pas craint de scinder les partis bureaucratiques et opportunistes en réunissant les véritables révolutionnaires dans un parti indépendant, dans le parti de l'avant-garde et, en même temps, Marx et Lénine étaient prêts, pour défendre les intérêts immédiats du prolétariat, à conclure des accords pratiques avec toute organisation de masse. La sagesse et la force du léninisme résident dans l'intransigeance théorique et politique du parti, d'une part, dans une attitude réaliste envers la classe, avec toutes ses organisations et tous ses groupements, d'autre part.

Le léninisme n'a pas tenté d'imposer par en haut son commandement au prolétariat, mais il ne s'est non plus jamais dissous dans la masse, et c'est précisément pourquoi il a conquis la direction du prolétariat.

Oui, le fascisme avance maintenant dans le monde entier avec des bottes de sept lieues. Mais en quoi réside sa force ? Dans le trouble des organisations ouvrières, dans la panique de la bureaucratie ouvrière, dans la perfidie de ses chefs. Il suffirait que le prolétariat d'un seul pays offre une résistance impitoyable à la canaille réactionnaire et, passant à l'offensive, s'empare du pouvoir, pour que l'offensive du fascisme soit transformée en débâcle panique, prélude de sa décomposition.

Prise entre l'URSS et la France soviétique, la dictature des nazis ne subsisterait pas deux semaines. Mussolini ne tarderait pas à suivre Hitler dans l'abîme. La résistance est possible et nécessaire : l'offensive naîtra de la défense active. Il faut balayer les hésitations et abandonner les hésitants –ils nous rejoindront plus tard–, il faut que l'avant-garde de l'avant-garde serre dès aujourd'hui ses rangs sur l'arène internationale. Les masses, ébranlées et alarmées par les malheurs et les dangers, attendent une réponse et réclament une direction. Cette direction, il faut la créer. Le plus grand des dangers est celui d'une nouvelle guerre !

Le monde entier entend le sourd fracas souterrain de la nouvelle collision des peuples qui approche. Les chefs de la sociale-démocratie et les bureaucrates syndicaux, en leur qualité de patriotes, c'est-à-dire de mercenaires de l'impérialisme, se préparent à se faire de nouveau les fournisseurs de chair à canon pour leurs maîtres, les capitalistes. Sous le couvert de la « défense de la patrie », ils préparent l'extermination des peuples.

Pendant ce temps, l'IC remplace la mobilisation révolutionnaire des masses de la ville et de la campagne par des cris et des injures creuses, et tente vainement de dissimuler son impuissance par des congrès de mascarade. Empêcher une nouvelle guerre ou faire retomber ses conséquences sur la tête des exploités, le prolétariat ne peut le faire qu'en regroupant ses rangs sur des bases radicalement nouvelles, sous le drapeau de la nouvelle internationale.

Une infime minorité, pleine d'initiative, peut jouer, dans les conditions de la guerre, un rôle décisif. Souvenons-nous de Liebknecht, souvenons-nous de Rosa Luxemburg, souvenons-nous de Lénine !

Seuls de misérables philistins peuvent parler de notre « sectarisme ». Préparer l'avenir n'est pas du sectarisme, mais du réalisme révolutionnaire. À toutes les organisations ouvrières, nous offrons un programme concret d'action sur la base du front unique prolétarien. Nous posons au centre des tâches d'aujourd'hui l'auto-défense active du prolétariat. La force contre la force ! La milice ouvrière est la seule arme pour lutter contre les bandes fascistes auxquelles la police officielle viendra inévitablement en aide.

Or la milice ouvrière n'est pas faite pour les parades et les représentations de théâtre du type Amsterdam ou Pleyel, mais pour une lutte impitoyable. La milice ouvrière est le poing armé du prolétariat. Pour un œil, les deux yeux. Mener la guerre jusqu'à épuisement et jusqu'à l'extermination. Ne pas permettre à l'ennemi fasciste de lever la tête. Le talonner jusqu'au bout.

En France, un début d'organisation du front unique entre les partis et les syndicats ouvriers permettra, grâce à l'initiative prolétarienne, de s'engager dans cette voie.

La grève générale du 12 février en France a été un avertissement impressionnant, mais rien de plus. Ayant senti le danger, l'ennemi a doublé, triplé, décuplé ses efforts. Les ouvriers de France, comme ceux du monde entier, ne pourront parvenir à maintenir leurs positions et en conquérir de nouvelles que par des combats héroïques.

La défense révolutionnaire doit devenir la grande école de l'offensive. Les ouvriers de France ont montré que brûle encore dans leur sang la flamme des révolutions que couronna la Commune de Paris. Mais il ne suffit pas d'être seulement prêts à se battre, comme le montre l'exemple de l'Autriche. Il faut de la technique, il faut de l'organisation, il faut un plan, il faut un état-major !

Le 12 février, le jour de la grève générale et des manifestations monstres, les ouvriers de France ont imposé pour 24 heures le front unique aux deux appareils bureaucratiques. Mais ce fut de l'improvisation et, pour vaincre, il faut de l'organisation.

L'appareil naturel du front unique dans les jours de combat, c'est la représentation prolétarienne, les députés des usines et des ateliers, des quartiers ouvriers et des syndicats : les soviets. Avant de devenir les organes du pouvoir, les soviets sont les appareils révolutionnaires du front unique. Dans les soviets honnêtement élus, la minorité se soumet à la majorité. C'est dans ce sens que conduit la logique impérieuse de la lutte. C'est dans ce sens qu'il faut diriger consciemment les efforts.

Dans l'arène de l'histoire, c'est maintenant le tour de la France prolétarienne. En France se décide de nouveau le sort, non seulement de la France, mais aussi de l'Europe, et, en fin de compte, du monde entier. Si le fascisme réus-

sissait à abattre le prolétariat français, toute l'Europe se teindrait en noir. Et, au contraire, la victoire du prolétariat français, dans les conditions actuelles, laisserait loin derrière elle, par son importance historique, même la victoire d'Octobre remportée par le prolétariat en Russie !

Ouvriers du monde entier, c'est en luttant implacablement contre votre propre bourgeoisie que vous pouvez le mieux et le plus sûrement aider le prolétariat français. Exigez en outre des organisations ouvrières françaises qu'elles s'unissent dans la lutte ! Rassemblez sous le feu de l'ennemi les plus intrépides, les plus clairvoyants, les plus dévoués, et organisez-les en détachements de la 4^e Internationale.

Appelez et conduisez à la lutte les masses des travailleurs, des exploités et des chômeurs ! Pénétrez dans toutes les organisations ! Expliquez ! Réveillez ! Rassemblez ! Ne perdez ni un jour ni une heure !

Pour l'inviolabilité des organisations prolétariennes et de la presse prolétarienne !

Pour les droits démocratiques et les conquêtes sociales du prolétariat !

Pour le droit principal – celui d'avoir un morceau de pain !

Contre la réaction ! Contre le régime policier bonapartiste ! Contre le fascisme !

Pour la milice prolétarienne !

Pour l'armement des ouvriers !

Pour le désarmement de la réaction !

Contre la guerre ! Pour la fraternisation des peuples !

Pour le renversement du capitalisme !

Pour la dictature du prolétariat !

Pour la société socialiste !

PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER

La I^{re} Internationale vous a donné un programme et un drapeau. La 2^e Internationale a dressé sur leurs pieds de grandes masses. La 3^e Internationale a donné un exemple d'action révolutionnaire hardie. La 4^e Internationale vous donnera la victoire mondiale !

[Manifeste des communistes internationalistes, adopté par le secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste à partir d'un projet rédigé par Trotsky. Publié en français par la Ligue communiste – BL sous le titre « C'est au tour de la France ! Pour la 4^e Internationale ! », *La Vérité* n° 196, 9 mars 1934]

OÙ VA LA FRANCE ?

Nous voulons expliquer aux ouvriers avancés le sort qui attend la France dans les années qui viennent : la France qui, pour nous, n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les groupes capitalistes, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Église -ceux-là sont les oppresseurs de la France-, mais la classe ouvrière et les paysans exploités.

L'EFFONDREMENT DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Après la guerre se produisirent plusieurs révolutions qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et, plus tard, en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a pris complètement le pouvoir, qu'il a exproprié ses exploités et grâce à ces mesures, a su créer et maintenir un État ouvrier. Ailleurs, le prolétariat, malgré sa victoire, s'est arrêté à mi-chemin par la faute de la direction. Le résultat fut que le pouvoir lui échappa et passant de gauche à droite, devint la proie du fascisme. Ailleurs encore, le pouvoir est tombé aux mains de dictatures militaires. Nulle part le parlement n'a eu la force de concilier les contradictions de classe et d'assurer une évolution pacifique. Partout le conflit s'est résolu les armes à la main.

En France, certes, on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec le pays. Car la France est une république, où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais, le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer. Que nous prépare demain ?

En France, certes, comme dans d'autres pays d'Europe -la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, les pays scandinaves -, il existe encore un parlement, des élections, des libertés démocratiques ou tout au moins leurs débris. Mais dans tous ces pays, la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'auparavant en Allemagne et en Italie. Celui qui se console avec l'affirmation que « la France n'est pas l'Allemagne » est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais

supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle : mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : on peut dire du fascisme qu'il est une opération de « luxation » des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne.

LE COMMENCEMENT DU BONAPARTISME EN FRANCE

En France, le mouvement de la démocratie au fascisme n'en est encore qu'à la première étape. Le parlement existe toujours, mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois et ne les recouvrera jamais. Morte de peur, la majorité des députés, après le 6 février, a appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du parlement : il s'appuie non sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et pour les serviteurs de l'État en général. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au sommet duquel il puisse se tenir sans danger. La majorité des députés est contrainte de s'incliner devant Doumergue parce qu'elle a peur des fascistes et du « front commun ». On écrit beaucoup actuellement sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, etc. Ces questions n'ont qu'un intérêt juridique car, politiquement, la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles. L'apparition sur l'arène des bandes fascistes armées a donné aux agents du grand capital la possibilité de s'élever au-dessus du parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la

Constitution française, tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle de Doumergue actuellement -ou de ses éventuels successeurs, comme le maréchal Pétain ou Tardieu- ne constitue pas un phénomène nouveau. Dans d'autres conditions, Napoléon 1^{er} et Napoléon III jouèrent un rôle analogue. L'essence du bonapartisme consiste en ce que s'appuyant sur la lutte de deux camps, il « sauve » la « nation » par une dictature bureaucratico-militaire. Napoléon 1^{er} représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III est celui de l'époque où la calvitie apparaît déjà sur le crâne de la bourgeoisie. En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile de l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve -non sur le papier, mais dans la réalité- les Jeunesses patriotes, les Croix de feu, les Camelots du roi et autres, c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscillations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un écart « à gauche » : Doumergue ferait place, pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot. Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement, et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

LE BONAPARTISME SERA-T-IL DE LONGUE DURÉE ?

Combien de temps l'actuel régime bonapartiste de transition peut-il se maintenir ? En d'autres termes, combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ? Il est naturellement impossible de répondre avec précision à cette question. On peut cependant établir quelques données qui permettent d'évaluer la vitesse du développement du processus d'ensemble. L'élément le plus important pour cette estimation est le sort à venir du Parti radical.

Le bonapartisme actuel, nous l'avons dit, est apparu dans les conditions du début d'une guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui à gauche : le Parti radical-socialiste. La base de masse de ce parti est constituée par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets en sont formés par les agents « démocratiques » de la grande bourgeoisie qui, de loin en loin, ont donné au peuple de petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour-en paroles-de la réaction et du cléricalisme, mais, dans toutes les questions importantes, ont

fait la politique du grand capital. Sous la menace du fascisme, et plus encore du prolétariat, les radicaux-socialistes ont été contraints de passer du camp de la « démocratie » parlementaire dans celui du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier le PR s'est mis sur ses quatre genoux, afin de permettre à la réaction capitaliste de s'asseoir entre ses bosses. Sans le soutien politique des radicaux, le gouvernement Doumergue serait actuellement impossible.

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs éventuels correspondent aux gouvernements Brüning, Von Papen, Von Schleicher, qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar et Hitler. Il y a pourtant une différence qui, politiquement, peut revêtir une énorme importance. Le bonapartisme allemand est entré en scène au moment où les partis démocratiques avaient fondu, alors que les nazis grandissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements « bonapartistes » d'Allemagne, du fait de la faiblesse de leurs bases politiques propres, se trouvaient en équilibre sur une corde raide tendue au-dessus de l'abîme qui séparait les deux camps hostiles du prolétariat et du fascisme. Ils tombèrent tous trois très vite. Le camp du prolétariat était alors divisé, non préparé à la lutte, désorienté et trahi par ses chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir pratiquement sans combat.

Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le PR est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : *en France, le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux*. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début.

LE RÔLE DU PARTI RADICAL

Les dernières élections cantonales ont donné les résultats qu'on pouvait et devait en attendre : les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier, ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, a perdu. Mais gains et pertes sont encore infimes. S'il s'était agi d'élections législatives, ces phénomènes auraient pris, à n'en pas douter, une plus grande ampleur. Les déplacements qui se sont marqués n'ont pas pour nous d'importance en eux-mêmes, mais comme symptômes des changements qui se produisent dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit-bourgeois a déjà commencé à fondre au profit des deux extrêmes. Cela signifie que ce qui subsiste du régime parlementaire va être de plus en plus rongé : les extrêmes vont grandir et les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que c'est là un processus inévitable.

Le Parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Les radicaux n'ont pu jouer ce rôle qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite bourgeoisie restait supportable, qu'elle n'était pas véritablement ruinée, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Le programme des radicaux a toujours été, certes, un simple chiffon de papier. Ils n'ont accompli et ne pouvaient accomplir aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs : la grande bourgeoisie qui détient tous les véritables leviers du pouvoir, les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'état-major, ne le leur eût pas permis. Mais ils obtenaient de temps à autre, en faveur de leur clientèle, surtout en province, quelques petites aumônes et entretenaient par-là les illusions des masses populaires. Ainsi en allait-il jusqu'à la dernière crise. Actuellement, il devient clair, même pour le paysan le plus arriéré, qu'il ne s'agit pas d'une crise ordinaire passagère comme il y en eut un certain nombre avant la guerre, mais d'une crise de l'ensemble du système social. Il faut des mesures hardies et décisives. Lesquelles ? Le paysan ne le sait pas. Personne ne le lui a dit comme il eût fallu le lui dire.

Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de « contre-réformes » économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière. Le même sort attend les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction résultent de causes fortuites ou temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non ! Les grands phénomènes politiques ont toujours de profondes racines sociales. La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence du capitalisme lui-même. La grande bourgeoisie dit aux radicaux : « Maintenant, ce n'est plus le moment de plaisanter ! Si vous ne cessez pas de faire des coquetteries aux socialistes et de flirter avec le peuple en lui promettant monts et merveilles, alors j'appelle les fascistes. Comprenez bien que le 6 février ne fut qu'un premier avertissement ! » Après quoi, le chameau radical se met sur ses quatre genoux : il ne lui reste rien d'autre à faire.

Mais le PR ne se sauvera pas sur cette voie. Liant son sort aux yeux de tout le peuple, à celui de la réaction, il abrège inévitablement sa carrière. La perte de

voix et de mandats qu'il a subie aux cantonal n'est qu'un commencement. Le processus d'effondrement du Parti radical s'accélérera de plus en plus. Toute la question est de savoir en faveur de qui, de la révolution prolétarienne ou du fascisme, se fera cet effondrement inévitable.

Qui présentera le premier, le plus largement, le plus hardiment, aux classes moyennes, le programme le plus convaincant et c'est là le plus important-saura conquérir leur confiance en leur montrant en paroles et en faits qu'il est capable de briser tous les obstacles sur la voie d'un avenir meilleur, le socialisme révolutionnaire ou la réaction fasciste ? De cette question dépend le sort de la France, pour de nombreuses années. Non seulement de la France, mais de toute l'Europe. Non seulement de l'Europe mais du monde entier.

LES « CLASSES MOYENNES », LE PARTI RADICAL ET LE FASCISME

Depuis la victoire des nazis en Allemagne, on fait dans les partis et les groupes de « gauche » beaucoup de discours sur la nécessité d'être proches des « classes moyennes » afin de barrer la route au fascisme. La fraction Renaudel et compagnie s'est séparée du Parti socialiste avec cet objectif particulier de se rapprocher des radicaux.

Il ne faut pas en conclure que la classe ouvrière doive tourner le dos à la petite bourgeoisie et la laisser à son malheur. Non, se rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire du succès de la lutte contre le fascisme, pour ne pas parler de la conquête du pouvoir. Il faut seulement poser correctement le problème. Mais, pour cela, il faut comprendre clairement la nature des « classes moyennes ». Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent.

La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique. Les classes fondamentales sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. Seules ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie est caractérisée par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche directement la grande bourgeoisie. Sa couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même dans le lumpenprolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille constamment entre les capitalistes et les ouvriers. Sa propre couche supérieure la pousse à droite ; ses couches inférieures, opprimées et exploitées sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche. Ce sont ces relations contradictoires entre les différentes couches des classes moyennes qui ont toujours déterminé la politique confuse et inconsistante du PR, ses hésitations entre le Cartel des gauches et le PS, pour calmer la base, et le Bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisi-

sie. La décomposition définitive du PR commence au moment où la grande bourgeoisie, qui est elle-même dans l'impasse, ne lui permet plus d'osciller. La petite bourgeoisie, incarnée par les masses ruinées des villes et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile à sa propre couche supérieure : elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent qu'un abîme les sépare de tous ces maires, ces avocats, ces arrivistes politiques du genre Herriot, Daladier, Chautemps, qui, par leur mode de vie et leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite bourgeoisie, son impatience et son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaula les carriéristes et les Stavisky, mais ne donne rien aux petits travailleurs. Ces démagogues brandissent le poing contre les banquiers, les gros commerçants, les capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent pleinement aux sentiments des petits propriétaires qui se sentent dans l'impasse. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent de chasser le parlement par la force. Cela en impose au petit bourgeois qui semblait dans le désespoir. Il se dit : « Les radicaux, parmi lesquels Il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers ; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes ; les communistes, on n'y peut rien comprendre : aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre ; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut ».

LE PASSAGE DES CLASSES MOYENNES DANS LE CAMP DU FASCISME EST-IL INÉVITABLE ?

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent que la petite bourgeoisie est avant tout attachée à la démocratie, et que c'est précisément pourquoi il faut s'allier aux radicaux ! Quelle monstrueuse aberration ! La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie ! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois. C'est dans la révolte grandissante des couches inférieures de la petite bourgeoisie contre ses couches supérieures, « instruites », municipales, cantonales, parlementaires, que se trouve la source politique et sociale principale du fascisme. Il faut y ajouter la haine de la jeunesse intellectuelle, écrasée par la crise, pour les avocats, les professeurs, les députés et les ministres parvenus : les intellectuels petits-bourgeois inférieurs se rebellent eux aussi contre leurs supérieurs. Cela signifie-t-il que le passage de la petite bourgeoisie sur la voie du fascisme soit inéluctable ? Non, une telle conclusion relèverait d'un honteux fatalisme. Ce qui est réellement inéluctable, c'est la fin du PR et de tous les groupements politique qui lient leur sort au sien. Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès « pacifique ». Quelle que soit la voie par laquelle

doive passer le développement à venir de la France, le PR disparaîtra de toute façon de la scène, rejeté et honni par la petite bourgeoisie qu'il a définitivement trahie. Que notre prédiction réponde à la réalité, tout ouvrier conscient s'en convaincra dès maintenant sur la base des faits et de l'expérience quotidienne. De nouvelles élections apporteront au PR de nouvelles défaites. Les unes après les autres, des couches vont se séparer de lui, les masses populaires en bas, les groupes de carriéristes effrayés en haut. Des départs, des scissions, des trahisons vont se succéder sans interruption. Aucune manœuvre et aucun bloc ne pourront sauver le Parti radical. Il entraînera avec lui dans l'abîme le « parti » de Renaudel, Déat et compagnie. La fin du Parti radical est le résultat inévitable du fait que la société bourgeoise ne peut plus résoudre ses difficultés par les méthodes prétendues démocratiques. La scission entre la base de la petite bourgeoisie et ses sommets est inévitable.

Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent inévitablement reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà fixé son choix dans cette direction. C'est dans ce réservoir que puisent surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes n'ont pas encore choisi. Elles hésitent devant une grave décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans avoir confiance, à voter pour les radicaux. Ces hésitations, cette irrésolution ne dureront pourtant pas des années, mais seulement des mois. Le développement politique va prendre, dans la période qui vient, un rythme fébrile. La petite bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle a foi dans une autre voie. L'autre voie, c'est la révolution prolétarienne.

EST-IL VRAI QUE LA PETITE BOURGEOISIE CRAIGNE LA RÉVOLUTION ?

Les routiniers du parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter : « il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes ». Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse. Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'État démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de « justice ». Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les « mesures extrêmes ». Bien au con-

traire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le PR par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires -psychologie qui découle de la crise sociale-, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef » qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées ; d'une « poussière humaine » -selon notre expression- il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'État. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : « Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme : je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné ». Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire.

UNE ALLIANCE AVEC LES RADICAUX SERAIT UNE ALLIANCE CONTRE LES CLASSES MOYENNES

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux est une alliance avec les classes moyennes et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le Parti radical qui se survit, alors que celui-ci leur a entre-temps tourné le dos. Ils pensent qu'à une époque de grande crise sociale une al-

liance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à sa perte. Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

Le fond de la situation politique actuelle réside dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique « radicale » conservatrice, qui a toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier aux radicaux dans une telle situation signifie se vouer au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans les bras du fascisme en qui elle verra son unique sauveur.

Le parti ouvrier ne doit pas s'occuper d'une tentative sans espoir pour sauver le parti des faillis ; il doit au contraire accélérer de toutes ses forces le processus par lequel les masses s'affranchissent de l'emprise radicale. Plus il mettra dans ce travail de zèle et de hardiesse, plus vite il préparera la véritable alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place !

Quand Frossard dénie au Parti socialiste le droit de démasquer, d'affaiblir, de décomposer le Parti radical, il agit en radical conservateur, non en socialiste. Seul a le droit d'exister historiquement le parti qui croit en son programme et s'efforce de rassembler sous son drapeau le peuple entier. Sinon, il ne peut être un parti historique, mais une simple coterie parlementaire, une clique de carriéristes. C'est non seulement le droit, mais le devoir élémentaire du prolétariat que d'affranchir les masses travailleuses de la funeste influence de la bourgeoisie. Cette tâche historique revêt actuellement une particulière importance, car les radicaux s'efforcent plus que jamais de couvrir le travail de la réaction, endorment et trompent le peuple, et préparent ainsi la victoire du, fascisme. Les radicaux de gauche ? Mais ils capitulent aussi fatalement devant Herriot qu'Herriot devant Tardieu.

Frossard veut espérer que l'alliance des socialistes avec les radicaux aboutira à un gouvernement « de gauche », qui dissoudra les organisations fascistes et sauvera la République. Il est difficile d'imaginer un amalgame plus monstrueux d'illusions démocratiques et de cynisme policier. Quand nous disons qu'il faut une milice du peuple, Frossard et ses semblables objectent : « Contre le fascisme, il faut lutter non avec des moyens physiques, mais sur le plan idéologique ». Quand nous disons : seule une mobilisation révolutionnaire hardie des masses, qui n'est possible que par une lutte contre le PR, est capable de miner le terrain sous les pieds du fascisme, les mêmes nous répliquent : « Non, seule peut nous sauver la police du gouvernement Daladier-Frossard ».

Pitoyable bredouille ! Les radicaux ont détenu le pouvoir et, s'ils ont consenti à le céder à Doumergue, ce n'est pas parce qu'il leur manquait l'aide

de Frossard, mais parce qu'ils craignaient le fascisme, parce qu'ils craignaient la grande bourgeoisie qui les menaçait de rasoirs royalistes, parce qu'ils craignaient plus encore le prolétariat qui commençait à se dresser contre le fascisme. Pour comble de scandale, c'est Frossard lui-même qui, effrayé de l'effroi des radicaux, conseilla à Daladier de capituler ! Si l'on admet un instant-hypothèse manifestement invraisemblable-que les radicaux aient consenti à rompre l'alliance avec Doumergue pour s'allier avec Frossard, les bandes fascistes, en collaboration directe cette fois avec la police, seraient descendues trois fois plus nombreuses dans la rue, et les radicaux, avec Frossard, se seraient fourrés sous les tables ou dans les réduits les plus secrets de leurs ministères.

Faisons pourtant une autre hypothèse, non moins fantastique : imaginons que la police de Daladier-Frossard « désarme » les fascistes. La question est-elle résolue ? Qui désarmera la même police qui, de la main droite rendrait aux fascistes ce qu'elle leur aurait pris de la gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accroître l'autorité des fascistes qui auraient fait figure de véritables combattants contre l'État capitaliste. On ne peut porter de coups réels aux bandes fascistes que dans la mesure où elles sont, en même temps, politiquement isolées. Un éventuel gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien, ni aux ouvriers, ni aux masses petites-bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, ses mensonges, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement dans la voie du fascisme si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaître que Frossard n'est pas seul. Le même 24 octobre où le modéré Zyromski intervenait dans *Le Populaire* contre la tentative de Frossard de faire revivre le Cartel des gauches, Cachin intervenait dans *L'Humanité* pour défendre l'idée d'un bloc avec le PR ! Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le « désarmement » des fascistes. Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, organisations ouvrières comprises. Certes, dans les mains de l'État bonapartiste, une telle mesure serait surtout dirigée contre les ouvriers. Certes, les fascistes « désarmés » recevraient le lendemain, et non sans l'aide de la police, deux fois plus d'armes. Mais à quoi bon se faire du souci par de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui s'en va sur les traces de Wels et de Bauer, lesquels attendirent, eux aussi, en leur temps, le salut d'un désarmement effectué par les polices de Brüning et de Dollfuss. Opérant un tournant à 180 degrés, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés ? Il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs ? Il ne se la représente que sous la forme d'un bloc avec les affairistes

parlementaires qui commencent enfin à perdre la confiance des petits propriétaires. Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte naissante du paysan et de l'artisan contre les exploiters « démocratiques » et de la diriger sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'apprête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du « front commun » et à pousser ainsi dans la voie du fascisme la révolte des couches inférieures de la petite bourgeoisie.

En matière de politique révolutionnaire, la nonchalance théorique se paie toujours cruellement. L'« antifascisme » comme le « fascisme » ne sont pas pour les staliniens des conceptions concrètes, mais seulement des sacs vides dans lesquels ils fourrent tout ce qui leur tombe sous la main. Doumergue, pour eux, est un fasciste, comme l'était auparavant Daladier. En fait, Doumergue exploite pour les capitalistes l'aile fascisante de la petite bourgeoisie radicale. Les deux systèmes se combinent actuellement dans le régime bonapartiste. Doumergue est aussi, à sa manière, un « antifasciste », car il préfère une dictature « paisible », militaire et policière, du grand capital à une guerre civile à l'issue toujours incertaine. Par frayeur devant le fascisme et plus encore devant le prolétariat, l'« antifasciste » Daladier s'est allié à Doumergue. Mais le régime de Doumergue ne se conçoit pas sans l'existence des bandes fascistes. L'analyse marxiste élémentaire démontre ainsi la complète inconsistance de l'idée de l'alliance avec les radicaux contre le fascisme ! Les radicaux eux-mêmes prennent soin de souligner combien fantastiques et réactionnaires sont les chimères politiques de Frossard et de Cachin.

LA MILICE OUVRIÈRE ET SES ADVERSAIRES

Pour pouvoir lutter, il faut conserver et renforcer les instruments et les moyens de lutte : les organisations, la presse, les réunions, etc. Tout cela, le fascisme le menace directement et immédiatement. Il est trop faible encore pour se lancer directement dans la lutte pour le pouvoir, mais il est déjà suffisamment fort pour tenter d'abattre pan après pan les organisations ouvrières, pour tremper ses bandes dans ces attaques, semer dans les rangs des ouvriers l'accablement et le manque de confiance dans leurs propres forces. De plus, le fascisme trouve des auxiliaires inconscients en la personne de tous ceux qui disent que la « lutte physique » est inadmissible et sans espoir, et réclament à Doumergue le désarmement de ses gardes fascistes.

Le *Populaire* et surtout *L'Humanité* écrivent tous les jours « Le front unique c'est une barrière contre les fascistes », « Le front unique ne permettra pas », « Les fascistes n'oseront pas ». Ce sont des phrases. Il faut dire carrément aux ouvriers, socialistes et communistes : « Ne permettez pas à des journalistes et à des faiseurs de discours superficiels et irresponsables de vous bercer de phrases. Il s'agit de nos têtes et de l'avenir du socialisme ». Ce n'est pas nous qui nions l'importance du front unique. Nous l'exigeons alors que les chefs des deux partis étaient contre lui. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide de rien. Seule la lutte des masses décide. Le front unique se révélera une grande chose lorsque les

détachements communistes viendront en aide aux socialistes et inversement, en cas d'une attaque contre le *Populaire* et *L'Humanité*. Mais pour cela, il faut d'abord que les détachements de combat prolétariens existent, s'éduquent, s'exercent, s'arment. Et s'il n'y a pas d'organisation de défense, c'est-à-dire de *milice du peuple*, le *Populaire* et *L'Humanité* pourront écrire autant d'articles qu'ils le voudront sur la toute-puissance du front unique, les deux journaux se trouveront sans défense devant la première attaque bien préparée des fascistes. Nous nous proposons de faire l'examen critique des « arguments » et des « théories » des adversaires de la milice du peuple très nombreux et très influents dans les deux partis ouvriers.

Il nous faut l'auto-défense de masse, et non la milice, nous dit-on souvent. Mais qu'est-ce que cette auto-défense de masse ? Sans organisation de combat ? Sans cadres spécialisés ? Sans armes ? Remettre aux masses non organisées, non équipées, non préparées, laissées à elles-mêmes, la défense contre le fascisme, ce serait jouer un rôle bien plus vil encore que celui de Ponce-Pilate ! Nier le rôle de la milice, c'est nier le rôle de l'avant-garde. Alors, pourquoi un parti ? Sans le soutien des masses, la milice n'est rien. Mais, sans détachements de combat organisés, la masse la plus héroïque sera écrasée en ordre dispersé par les bandes fascistes. Opposer la milice à l'auto-défense est absurde. *La milice est l'organe de l'auto-défense*.

« Appeler à l'organisation de la milice, disent certains de ses adversaires, peu sérieux certes et peu honnêtes, c'est de la provocation ». Cela n'est pas un argument, c'est une insulte. Si la nécessité de défendre les organisations ouvrières découle de toute la situation, comment peut-on donc ne pas appeler à la formation de milices ? Peut-être veut-on dire que la création de milices « provoque » les attaques des fascistes et la répression de la part du gouvernement ? Alors, c'est un argument absolument réactionnaire. Les tenants du libéralisme ont toujours dit aux ouvriers que, par leur lutte de classe, ils « provoquaient » la réaction...

Les réformistes répètent cette accusation contre les marxistes, les mencheviks contre les bolcheviks. Ces accusations se ramènent, en fin de compte, à cette profonde pensée que, si les opprimés ne bougeaient pas, les oppresseurs ne seraient pas contraints de les battre. C'est la philosophie de Tolstoï et de Gandhi, mais ce n'est en rien celle de Marx et de Lénine. Si *L'Humanité* veut, aussi, développer la doctrine de la « non-résistance au mal par la violence », il lui faut prendre pour symbole, non plus la faucille et le marteau, emblèmes de la révolution d'Octobre, mais la pieuse chèvre qui nourrit Gandhi de son lait.

« Mais l'armement des ouvriers n'est opportun que dans une situation révolutionnaire, dont il est clair qu'elle n'existe pas encore. Ce profond argument signifie que les ouvriers doivent se laisser battre jusqu'à ce que la situation devienne révolutionnaire. Ceux-là mêmes qui prêchaient hier la « troisième période » ne veulent pas voir ce qui s'est pourtant produit sous leurs yeux. La question de l'armement elle-même n'a surgi dans la pratique

que parce que la situation « normale », « pacifique », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique et instable, qui peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire qu'en situation contre-révolutionnaire. Cette alternative dépend avant tout de la réponse à cette question : les ouvriers avancés se laisseront-ils battre impunément les uns après les autres, ou bien répondront-ils à chaque coup par deux coups, élevant le courage des opprimés et les unissant autour d'eux ? Une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle se forme avec la participation active de la classe révolutionnaire et de son parti.

Les staliniens français allèguent maintenant que la milice n'a pas sauvé le prolétariat allemand de la défaite. Hier encore ils niaient la défaite en Allemagne et affirmaient que la politique des staliniens allemands avait été juste du début à la fin. Aujourd'hui, ils voient la cause de tout le mal dans la milice ouvrière allemande, le Roter Front. Ainsi, d'une faute, ils tombent dans une autre opposée et non moins monstrueuse. La milice en elle-même ne résout pas la question. Il faut une politique juste. Et la politique des staliniens en Allemagne, dénonciation du « social-fascisme » comme l'« ennemi principal », organisation de la scission des syndicats, flirts avec les nationalistes, putschisme, conduisit fatalement à l'isolement de l'avant-garde prolétarienne et à son effondrement. Avec une stratégie qui n'était bonne à rien, aucune milice ne pouvait sauver la situation.

C'est une sottise de dire que par elle-même l'organisation de la milice conduit sur la voie des aventures, provoque l'ennemi, remplace la lutte politique par la lutte physique, etc. Toutes ces phrases ne sont que couardise politique. La milice, en tant qu'organisation solide de l'avant-garde, est en fait le moyen le plus sûr contre les aventures, contre le terrorisme individuel, contre les sanglantes explosions spontanées. La milice est en même temps le seul moyen sérieux de réduire au minimum la guerre civile imposée au prolétariat par le fascisme. Que les ouvriers, malgré l'absence de « situation révolutionnaire » corrigent seulement quelquefois à leur gré les « fils à papa » patriotes et le recrutement de nouvelles bandes fascistes, deviendra du coup incomparablement plus difficile.

Mais ici les stratèges, empêtrés dans leur propre raisonnement, sortent contre nous des arguments plus stupéfiants encore. Nous lisons textuellement : « Si nous répondons aux coups de revolver des bandes fascistes par d'autres coups de revolvers, écrit *L'Humanité* du 23 octobre, nous perdons de vue que le fascisme est un produit du régime capitaliste et qu'en luttant contre le fascisme c'est tout le système que nous visons ». Il est difficile d'accumuler en quelques lignes plus de confusion et plus d'erreurs. Impossible de se défendre contre les fascistes, car ils représentent « Un produit capitaliste » ! Cela veut dire qu'il faut renoncer à toute lutte, car tous les maux sociaux contemporains représentent des « produits du système capitaliste ». Quand les fascistes tuent un révolutionnaire ou incendient le siège d'un local prolétarien, les ouvriers doivent constater philosophiquement : « Ah, les meurtres et les incendies sont bien les produits du système capitaliste », et

rentrer chez eux, la conscience théorique militante de Marx est prostration fataliste, au seul bé-nemi de classe. La ruine de la geoisie est, bien entendu, le pro-lisme. La croissance des bandes son tour, le produit de la ruine de geoisie. Mais, d'un autre côté, de la misère et de la révolte du sont aussi les produits du capita-lisme, à son tour, est le produit de de la lutte des classes. Pourquoi « marxistes » de *L'Humanité*, les cistes sont-elles le produit légi-lisme, et la milice du peuple le time des... trotskystes ? Décidé- impossible d'y rien comprendre.

**Luxemburg,
Lénine, Trotsky
Armer le peuple**



tranquille. À la substituée une néfice de l'en-petite bour-duit du capita-fascistes est, à la petite bour-l'aggravation prolétariat lisme, et la mi-l'exacerbation donc, pour les bandes fas-time du capita-produit illégi-ment, il est

Il faut, nous dit-on, viser tout le « système ». Comment ? Par-dessus la tête des êtres humains ? Pourtant les fascistes, dans les différents pays, ont commencé par des coups de revolver et ont fini par la destruction de tout le « système » des organisations ouvrières. Comment donc arrêter l'offensive armée de l'ennemi sinon par une défense armée, pour passer ensuite à l'offensive à note tour ?

Certes, *L'Humanité* admet maintenant en paroles la défense, mais seulement comme « auto-défense de masse » : « la milice est nuisible, parce que, voyez-vous, elle coupe des masses les détachements de combat ». Pourquoi donc alors existe-t-il chez les fascistes des détachements armés indépendants qui ne se cou-pent pas des masses réactionnaires mais, au contraire, par leurs coups bien organisés, élèvent le courage de la masse et renforcent son audace ? La masse prolétarienne serait-elle inférieure par ses qualités de combativité à la classe ouvrière déclassée ?

1917, le prolétariat russe s'arme ; en mé

Empêtrée jusqu'au cou, *L'Humanité* commence à hésiter : voilà que l'auto-défense de masse a besoin de créer ses « groupes d'auto-défense ». À la place de la milice répudiée on met des groupes spéciaux, des détachements. Il semble à première vue que la différence ne soit que dans le nom. Pourtant même celui que propose *L'Humanité* ne vaut rien. On peut en effet parler d'« auto-défense de masse », mais il est impossible de parler de « groupes d'auto-défense », car les groupes ont pour but non de se défendre eux-mêmes, mais de défendre les orga-nisations ouvrières. Cependant, ce n'est bien entendu pas de nom qu'il s'agit. Les « groupes d'auto-défense » doivent, de l'avis de *L'Humanité*, renoncer à l'emploi d'armes afin de ne pas tomber dans le « putschisme ». Ces sages traitent la classe ouvrière comme un enfant à qui il ne faut pas laisser un rasoir entre les mains. D'ailleurs, les rasoirs, comme on sait, sont le monopole des Camelots du



roi qui, légitimes « produits du capitalisme », ont renversé, avec eux, le « système » de la démocratie. Mais alors, comment les « groupes d'auto-défense » vont-ils pouvoir se défendre contre les revolvers fascistes ? « Idéologiquement », bien entendu. Autrement dit : il ne leur reste qu'à se coucher. N'ayant pas ce qu'il faut entre les mains, ils n'ont plus qu'à chercher l'« auto-défense » dans leurs pieds. Et les fascistes, pendant ce temps, saccageront impunément les organisations ouvrières. Mais si le prolétariat subit une terrible défaite, en revanche, il ne se rendra pas coupable de « putschisme » ! Du dégoût et du mépris, voilà ce que provoque ce bavardage de poltron sous le drapeau du « bolchévisme ».

Déjà, lors de la « troisième période », d'heureuse mémoire, quand les stratèges de *L'Humanité* avaient le délire des barricades, « conquéraient » chaque jour la rue et traitaient de « social-fascistes » tous ceux qui ne partageaient pas leurs extravagances, nous prédisions : « Dès l'instant où

ces gens se seront brûlé le bout des doigts, ils deviendront les pires opportunistes ». La prédiction est maintenant complètement confirmée. Au moment où, dans le Parti socialiste, se renforce et grandit le mouvement en faveur de la milice, les chefs du parti qu'on appelle communiste courent prendre la lance d'incendie pour refroidir les aspirations des ouvriers avancés à se former en colonnes de combat. Peut-on se figurer un travail plus néfaste et plus démoralisant ?

IL FAUT BÂTIR LA MILICE OUVRIÈRE

Dans les rangs du Parti socialiste, il arrive que l'on entende parfois cette objection : « Il faut faire la milice, mais il n'est pas besoin d'en parler tout haut ». On ne peut que féliciter les camarades qui ont le souci de soustraire les aspects pratiques de l'affaire aux yeux et aux oreilles importuns. Mais il est trop naïf de penser qu'on puisse créer la milice secrètement, entre quatre murs. Il nous faut des dizaines et ensuite des centaines de milliers de combattants. Ils ne viendront que si des millions d'ouvriers et d'ouvrières et, derrière eux, les paysans

aussi, comprennent les nécessités de la milice et créent, autour des volontaires, une atmosphère de sympathie ardente et de soutien actif. La clandestinité peut et doit concerner uniquement le côté *technique* de l'affaire. Quant à la campagne *politique*, elle doit se développer ouvertement, dans les réunions, dans les usines, dans les rues et sur les places publiques.

Les cadres fondamentaux de la milice doivent être des ouvriers d'usine, groupés suivant le lieu de travail, se connaissant l'un l'autre et pouvant protéger leurs détachements de combat contre les provocations des agents de l'ennemi beaucoup plus facilement et beaucoup plus sûrement que les bureaucrates les plus élevés. Des états-majors clandestins sans mobilisation officielle des masses resteront au moment du danger comme suspendus en l'air. Il faut que toutes les organisations ouvrières se mettent à l'œuvre. Dans cette question, il ne peut y avoir de frontière entre les partis ouvriers et les syndicats. La main dans la main, ils doivent mobiliser ensemble les masses. Le succès de la milice du peuple sera alors pleinement assuré.

« Mais où donc les ouvriers vont-ils prendre des armes ? » objectent les sérieux « réalistes », c'est-à-dire les philistins effrayés. « C'est que l'ennemi de classe a des fusils, des canons, des blindés, des gaz, des avions. Les ouvriers n'ont que des revolvers et des couteaux de poche ».

Cette objection rassemble tout, pêle-mêle, pour effrayer les ouvriers. D'un côté, nos sages identifient l'armement des fascistes à l'armement de l'État ; de l'autre, ils se tournent vers l'État en lui demandant de désarmer les fascistes. Remarquable logique ! En fait, leur position est fautive dans les deux cas. En France, les fascistes sont encore loin de s'être emparé de l'État. Le 6 février, ils sont entrés en conflit armé avec sa police. C'est pourquoi il est faux de parler de canons et de blindés quand il s'agit de lutte armée contre les fascistes *dans l'immédiat*. Les fascistes, bien entendu, sont plus riches que nous, il leur est plus facile d'acheter des armes. Mais les ouvriers sont plus nombreux, plus décidés, plus dévoués, du moins quand ils sentent une ferme direction révolutionnaire. Entre autres sources, les ouvriers peuvent s'armer aux dépens des fascistes, en les désarmant systématiquement. C'est maintenant une des plus sérieuses formes de lutte contre le fascisme. Quand les arsenaux ouvriers commenceront à se remplir aux dépens des dépôts fascistes, les banques et les trusts mettront plus de prudence à financer l'armement de leurs gardes assassins. On peut même admettre que dans ce cas - *mais dans ce cas seulement* - les autorités alarmées pourront commencer à contrecarrer réellement l'armement des fascistes pour éviter l'accroissement de l'arsenal des ouvriers. On sait depuis longtemps que seule une tactique révolutionnaire engendre, comme résultat accessoire, des « réformes », ou des concessions du gouvernement.

Mais comment donc désarmer les fascistes ? Il est impossible évidemment de le faire uniquement par des articles de journaux. Il faut créer des escouades de combat. Il faut créer les états-majors de la milice. Il faut instituer un bon service de renseignements. Des milliers d'informateurs et d'auxiliaires béné-

voles afflueront de tous côtés quand ils apprendront que l'affaire est sérieusement engagée par nous. Il faut une volonté d'action prolétarienne.

Mais les armements fascistes ne sont pas, bien entendu, l'unique source. En France, il y a plus d'un million d'ouvriers organisés. De manière générale, c'est peu. Mais c'est pleinement suffisant pour établir un commencement de milice du peuple. Si les partis et les syndicats armaient seulement le dixième de leurs membres, cela ferait déjà une milice de 100 000 hommes. Il n'y a aucun doute que le nombre des volontaires, le lendemain de l'appel du front unique pour la milice, dépasserait de loin ce nombre. Les contributions des partis et des syndicats, les collectes et les souscriptions volontaires donneraient la possibilité, dans l'intervalle d'un mois ou deux, d'assurer des armes à 100 ou 200 000 combattantes ouvriers. La racaille fasciste mettrait rapidement la queue entre les jambes. Toute la perspective du moment deviendrait incomparablement plus favorable.

Invoker l'absence d'armement ou d'autres causes objectives pour expliquer pourquoi jusqu'à maintenant on ne s'est pas mis à la création de la milice, c'est tromper et soi-même et les autres. Le principal, pour ne pas dire le seul obstacle, a sa racine dans le caractère conservateur et passif des dirigeants des organisations ouvrières. Les sceptiques que sont les chefs ne croient pas à la force du prolétariat. Ils mettent leur espoir en toutes sortes de miracle d'en haut au lieu de donner une issue révolutionnaire à l'énergie d'en bas. Les ouvriers socialistes doivent forcer leurs chefs, soit à passer immédiatement à la création de la milice du peuple, soit à céder la place à des forces plus jeunes et plus fraîches.

L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT

On ne peut concevoir une grève sans propagande et sans agitation. On ne peut non plus la concevoir sans piquets de grève qui, quand ils le peuvent, agissent par la persuasion mais, quand ils y sont contraints, recourent à la force physique. La grève est en effet la forme la plus élémentaire de la lutte de classes, qui combine toujours, selon des proportions diverses, les procédés « idéologiques » et les procédés physiques. La lutte contre le fascisme est, dans son essence, une lutte politique, qui a pourtant besoin de milice comme la grève a besoin de piquets. Au fond, le piquet est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer tout simplement à la lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair.

Suivant la magnifique expression du théoricien militaire Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette définition convient également pleinement à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un « autre moyen » de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique lorsque, sous le poids des nécessités internes, elle se transforme en lutte physique. Le devoir d'un parti révolutionnaire est de prévoir l'inéluctabilité de la transformation de la lutte politique en conflit armé déclaré et de se préparer

de toutes ses forces pour ce moment, comme s'y préparent les classes dominantes.

Les détachements de la milice pour la défense contre le fascisme sont les premiers pas sur la voie de l'armement du prolétariat, et non le dernier. Notre mot d'ordre est : *Armement du prolétariat et des paysans révolutionnaires !* La milice du peuple doit, en fin de compte, embrasser tous les leurs. On ne pourra remplir complètement ce programme que dans le cadre de l'État ouvrier, entre les mains de qui passeront tous les moyens de production, et par conséquent aussi tous les moyens de destruction, tous les armements et les usines qui les produisent.

Il est pourtant impossible de parvenir à l'État ouvrier les mains vides. D'une voie pacifique, constitutionnelle vers le socialisme, ne peuvent parler aujourd'hui que des invalides politiques dans le genre de Renaudel. La voie constitutionnelle est coupée par les tranchées qu'occupent les bandes fascistes. Elles sont nombreuses devant nous. La bourgeoisie ne reculera pas devant une douzaine de coups d'état, avec l'aide de la police et de l'armée, pour empêcher le prolétariat de s'emparer du pouvoir. Un État ouvrier socialiste ne peut être créé autrement que par une révolution victorieuse. Toute révolution est préparée par la marche du développement économique et politique, mais se décide toujours en fin de compte par des conflits armés et déclarés entre les classes hostiles. Une victoire révolutionnaire n'est possible qu'à la suite d'une longue agitation politique, d'un long travail d'éducation, d'une organisation des masses. Mais le conflit armé lui-même doit également être préparé longtemps à l'avance. Les ouvriers doivent savoir qu'il leur faudra se battre dans une lutte à mort. Ils doivent vouloir des armes, comme gage de leur affranchissement. Dans une époque aussi critique que l'époque actuelle le parti de la révolution doit prêcher inlassablement aux ouvriers la nécessité de s'armer, et il doit tout faire pour assurer l'armement d'au moins l'avant garde prolétarienne. Sans cette condition, il n'est pas de victoire possible.

« Mais où donc prendrez-vous des armes pour tout le prolétariat ? » objectent de nouveau les sceptiques qui prennent leur propre inconsistance pour une impossibilité objective. Ils oublient que la même question s'est posée, tout au long de l'histoire, à toutes les révolutions. Et pourtant, les révolutions victorieuses jalonnent d'importantes étapes dans le développement de l'humanité

Le prolétariat produit les armes, les transporte, construit dépôts et casernes où elles sont entreposées, les défend contre lui-même, sert dans l'armée et produit tout son équipement. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison du nationalisme. Il suffit de détruire ces murs psychologiques et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes, et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation.

Mais voilà que Frossard et des centaines de parlementaires, de journalistes et de fonctionnaires syndicaux apeurés lancent leur dernier argument, le plus pesant : « Des gens sérieux peuvent-ils de façon générale placer leurs espoirs dans les succès de la lutte physique, après les tragiques expériences récentes d'Autriche et d'Espagne ? Songez à la technique actuelle : des blindés ! des gaz ! des avions ! » Cet argument démontre seulement que des « gens sérieux » non seulement ne veulent rien apprendre, mais que la peur leur fait oublier jusqu'au peu qu'ils ont autrefois appris. L'histoire de ces vingt dernières années démontre très clairement que les problèmes fondamentaux, dans les relations entre les classes, se résolvent par la force. Les pacifiques ont longtemps espéré que les progrès de la technique militaire rendraient la guerre impossible. Les philistins, depuis des dizaines d'années, ont répété que les progrès de la technique militaire rendraient la révolution impossible. Pourtant, les guerres et les révolutions vont leur train. Jamais il n'y a eu autant de révolutions, y compris victorieuses, que depuis la dernière guerre où précisément est apparue la puissance de la technique militaire.

En fait de nouveautés, Frossard et compagnie présentent de vieux clichés : simplement, au lieu des fusils à répétition et des mitrailleuses, ils évoquent les blindés et les bombardiers. Nous répondons que derrière chaque machine il y a des hommes et que ces hommes ne sont pas seulement des instruments techniques, mais qu'ils ont aussi des liens sociaux et politiques. Quand le développement historique pose devant la société, comme une question de vie ou de mort, une tâche révolutionnaire inéluctable, quand il existe une classe progressive, à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, la marche même de la lutte politique lui ouvre les possibilités les plus diverses : tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement. Pour la conscience d'un philistin, ce sont toujours des succès fortuits, dus au hasard, et qui ne se répéteront plus jamais. En fait, au cours de combinaisons les plus inattendues, mais au fond parfaitement naturelles, des possibilités de toute sorte s'ouvrent dans toute grande révolution véritablement populaire. La victoire, malgré tout, ne vient pas toute seule. Pour pouvoir utiliser des possibilités favorables, il faut une volonté révolutionnaire, une ferme résolution de vaincre, une direction hardie et perspicace.

L'Humanité admet en paroles le mot d'ordre de l'« armement du prolétariat », mais seulement pour y renoncer en fait. Actuellement, dans la période présente, selon ce journal, il est inadmissible de lancer un mot d'ordre qui n'est opportun qu'« en pleine crise révolutionnaire ». Il est dangereux de charger son fusil, dit le chasseur trop « prudent », tant que le gibier ne s'est pas montré. Mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil. Les stratèges de *L'Humanité* pensent-ils qu'« en pleine crise révolutionnaire » ils pourront sans préparation mobiliser et armer le prolétariat ? Pour se procurer beaucoup d'armes, il en faut au moins une certaine quantité. Il faut des cadres militaires. Il faut le désir invincible des masses de s'emparer d'armes. Il faut un travail préparatoire ininterrompu, non seulement

dans les salles de gymnastique, mais en liaison indissoluble avec la lutte quotidienne des masses. Cela veut dire : il faut immédiatement construire la milice et en même temps mener une propagande en faveur de l'armement général des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

MAIS LES DÉFAITES D'AUTRICHE ET D'ESPAGNE...

L'impuissance du parlementarisme dans les conditions de la crise de tout le système social du capitalisme est si évidente que les démocrates vulgaires, à l'intérieur du camp ouvrier, Renaudel, Frossard et leurs émules ne trouvent pas un seul argument pour défendre leurs préjugés pétrifiés. Ils brandissent donc d'autant plus volontiers tous les échecs et toutes les défaites subis sur la voie révolutionnaire. Leur démarche de pensée est la suivante : si le parlementarisme pur n'ouvre pas d'issue, il ne sort rien, non plus de meilleur de la lutte armée. Les défaites des insurrections prolétariennes d'Autriche et d'Espagne sont bien entendu devenues pour eux des arguments de choix. En fait, l'inconsistance théorique et politique de ces démocrates vulgaires apparaît encore plus clairement dans leur critique de la méthode révolutionnaire que dans leur défense des méthodes de la démocratie bourgeoise en train de pourrir.

Personne n'a dit que la méthode révolutionnaire assurait automatiquement la victoire. Ce qui décide, ce n'est pas la méthode en soi, mais sa juste application, l'orientation marxiste dans les événements, une puissante organisation, la confiance des masses conquises par une longue expérience, une direction perspicace et hardie. L'issue de tout combat dépend du moment et des conditions du conflit, du rapport de forces. Le marxisme est bien loin de penser que le conflit armé soit la seule méthode révolutionnaire, une sorte de panacée valable dans n'importe quelles conditions. Le marxisme en général ne connaît pas de fétiches, qu'ils soient parlement ou insurrection. Tout vient en son temps et à sa place. Mais ce que l'on peut affirmer pour commencer c'est que le prolétariat socialiste n'a nulle part ni jamais encore conquis le pouvoir par la voie parlementaire, et ne s'en est même jamais approché par cette méthode. Les gouvernements des Scheidemann, Hermann Müller, MacDonald n'avaient rien de commun avec le socialisme. La bourgeoisie n'a laissé venir au pouvoir les sociaux-démocrates et les travaillistes qu'à la condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Et ils ont scrupuleusement rempli cette condition. Le socialisme purement parlementaire, antirévolutionnaire, n'a nulle part ni jamais abouti à un gouvernement socialiste ; en revanche, il a réussi à former de méprisables renégats qui exploitèrent le parti ouvrier pour faire une carrière ministérielle : les Millerand, Briand, Viviani, Laval, Paul-Boncour, Marquet.

L'expérience historique montre, d'autre part, que la méthode révolutionnaire peut mener à la conquête du pouvoir par le prolétariat : en Russie en 1917, en Allemagne et en Autriche en 1918, en Espagne en 1930. En Russie, il y avait un puissant Parti bolchevik qui prépara la révolution pendant de longues

années et sut s'emparer solidement du pouvoir. Les partis réformistes d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne ne préparèrent ni ne dirigèrent la révolution : ils la subirent. Effrayés par le pouvoir qui était tombé entre leurs mains contre leur gré, ils le passèrent bénévolement à la bourgeoisie. Ainsi ils minèrent la confiance du prolétariat en lui-même, et plus encore la confiance de la petite bourgeoisie dans le prolétariat. Ils préparèrent les conditions de la croissance de la réaction fasciste dont ils tombèrent finalement victimes.

La guerre civile, avons-nous dit après Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cela signifie que le résultat de la guerre civile ne dépend que pour un quart, pour ne pas dire un dixième, de la marche de la guerre civile elle-même, de ses moyens techniques, de la direction purement militaire, et pour les trois quarts, sinon pour les neuf dixièmes, de sa préparation politique. En quoi consiste cette préparation ? Dans la cohésion révolutionnaire des masses, dans leur affranchissement des serviles espoirs en la clémence, la générosité, la loyauté des esclavagistes « démocratiques », dans l'éducation de cadres révolutionnaires sachant braver l'opinion publique officielle et capables de montrer à l'égard de la bourgeoisie ne fût-ce que le dixième de l'implacabilité que la bourgeoisie montre à l'égard des travailleurs. Sans cette trempe, la guerre civile, lorsque les conditions l'imposeront *-et elles finissent toujours par l'imposer-*, se déroulera dans les conditions les plus défavorables pour le prolétariat, dépendra de beaucoup de hasards et, même en cas de victoire militaire, le pouvoir risquera d'échapper des mains du prolétariat. Qui ne voit pas que la lutte des classes conduit inéluctablement à un conflit armé est un aveugle. Mais n'est pas moins aveugle celui qui, derrière le conflit armé et son issue, ne voit pas toute la politique antérieure des classes en lutte.

En Autriche, ce n'est pas la méthode de l'insurrection qui a été défaite, mais l'austro-marxisme ; en Espagne, le réformisme parlementaire sans principes. En 1918, la sociale-démocratie autrichienne transmet à la bourgeoisie, derrière le dos du prolétariat, le pouvoir qu'il avait conquis. En 1927, non seulement elle se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais elle dirigea le Schutzbund ouvrier contre les masses insurgées. Par-là elle prépara la victoire de Dollfuss. Bauer et compagnie disaient : « Nous voulons une évolution paisible ; mais si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors... ». Cette formule semble très sage et très réaliste. C'est sur ce modèle austro-marxiste que Marceau Pivert construit également ses raisonnements : « Si... alors... » Cette formule constitue en fait un piège pour les ouvriers : elle les tranquillise, les endort, les trompe. « Si » signifie que les formes de la lutte dépendent de la bonne volonté de la bourgeoisie et non du caractère absolument inconciliable des intérêts de classes. « Si » signifie : si nous sommes paisibles, prudents, conciliants, la bourgeoisie sera loyale, et tout se passera paisiblement. Courant après le fantôme « si », Otto Bauer et les autres chefs de la sociale-démocratie autri-

chienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démolirent les masses, reculèrent de nouveau, Jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse ; là, dans l'ultime redoute, ils acceptèrent la bataille et... la perdirent.

En Espagne, les événements passèrent par une autre voie, mais les causes de la défaite sont au fond les mêmes. Le PSOE, comme les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales et nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression. Le résultat fut double. L'anarcho-syndicalisme, qui, avec une juste politique du parti ouvrier, aurait fondu comme cire dans le feu de la révolution, se renforça en fait et souda autour de lui les couches combattives du prolétariat. À l'autre pôle, la démagogie sociale-catholique exploitait habilement le mécontentement des masses contre le gouvernement bourgeois-socialiste. Quand le Parti socialiste fut suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur l'ensemble du front. Le Parti socialiste dut se défendre dans les conditions extrêmement défavorables qu'il avait lui-même préparées par sa politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse à droite. Les chefs anarcho-syndicalistes, qui commirent, au cours de la révolution, toutes les fautes qui passaient à portée de leurs mains de confusionnistes professionnels, refusèrent de soutenir une insurrection que dirigeaient les « politiciens » traîtres. Le mouvement, loin d'être général, ne fut que sporadique. Le gouvernement put porter ses coups sur toutes les cases de l'échiquier. La guerre civile, ainsi imposée par la réaction, se termina par la défaite du prolétariat.

Il n'est pas difficile de conclure, à partir de l'expérience espagnole, contre la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois. La conclusion est indiscutable en soi, mais absolument insuffisante. Le prétendu « radicalisme » austro-marxiste ne vaut pas mieux que le ministérialisme espagnol. La différence entre eux est technique et non politique. L'un comme l'autre attendaient que la bourgeoisie leur rende « loyauté pour loyauté ». Et tous deux ont mené le prolétariat à la catastrophe. En Espagne comme en Autriche, ce ne sont pas les méthodes de la révolution qui ont fait faillite mais les méthodes opportunistes employées dans une situation révolutionnaire. Ce n'est pas la même chose !

Nous ne nous arrêterons pas ici sur la politique de l'Internationale communiste en Autriche et en Espagne : nous renvoyons le lecteur à la collection de *La Vérité* des dernières années et à une série de brochures.

Dans une situation politique exceptionnellement favorable, les partis communistes autrichien et espagnol, accablés par la théorie de la « la troisième période », du « social-fascisme », etc., se vouèrent à un complet isolement.

Compromettant les méthodes de la révolution par l'autorité « Moscou » ils barrèrent ainsi la voie à une véritable politique marxiste une véritable politique bolchevik. Le propre de la révolution est de soumettre à un examen rapide et impitoyable toutes les doctrines et toutes les méthodes. Le châtiement suit presque immédiatement le crime. La responsabilité de l'Internationale communiste dans les défaites du prolétariat en Allemagne, en Autriche, en Espagne, est incommensurable. Il ne suffit pas de mener une politique « révolutionnaire » en paroles. Il faut une politique juste. Personne n'a encore trouvé d'autre secret pour la victoire.

LE FRONT UNIQUE ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Nous l'avons déjà dit : le front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, de façon générale, la bureaucratie de la CGT se tiennent *en dehors* du front unique et conservent leur « indépendance » semble contredire ce que nous avançons. Mais seulement à première vue. À une époque de grandes tâches et d'immenses dangers, où les masses se dressent, les cloisons disparaissent en effet entre organisations politiques et syndicales du prolétariat. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l'« indépendance » de Jouhaux à l'égard de la politique prolétarienne (car Jouhaux, hélas, est fort dépendant de la politique bourgeoise). Si l'avant-garde prolétarienne incarnée dans ce front unique trace correctement la voie de la lutte, toutes les bornes placées par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des « socialistes-révolutionnaires » en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne traitons pas séparément des partis socialiste et communiste parce que tous deux ont politiquement renoncé à leur indépendance en faveur front unique. Dès que les deux partis ouvriers qui dans le passé se concurrençaient vivement ont renoncé à se critiquer mutuellement et à se prendre l'un à l'autre des adhérents, ils ont par-là cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les « divergences de principe » qui demeurent ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principielles ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si lourd de responsabilité qu'aujourd'hui, elles cessent par-là d'exister politiquement ; elles sont comme les trésors qui dorment au fond des océans. Le travail commun aboutira-t-il ou non à la fusion ? Nous ne voulons pas le prédire. Mais, dans la période actuelle, décisive pour les destinées de la France, ce front unique des deux partis se comporte comme un parti inachevé qui serait construit sur le principe

fédéraliste.

Quels sont les objectifs de ce front unique ? Jusqu'à maintenant, il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué *comment* il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut *lutter pour le pouvoir*. Le but du front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce front unique se prend au sérieux-et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux-, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'État bourgeois par un État ouvrier.

Les dernières élections cantonales ont donné une augmentation des voix socialistes et surtout des voix communistes. En lui-même, ce fait ne règle rien. À la veille de son effondrement, le Parti communiste allemand a connu un afflux de voix incomparablement plus impétueux. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par l'ensemble de la situation, indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le Parti communiste français est celui qui a gagné le plus de voix, car il demeure, traditionnellement, et malgré sa politique conservatrice d'aujourd'hui, l'« extrême gauche ». Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à *gauche* aux partis ouvriers, car elles sont beaucoup plus à gauche qu'eux. De cela témoigne également l'état d'esprit révolutionnaire de la Jeunesse socialiste. Il ne faut pas oublier que la jeunesse représente le baromètre sensible de toute la classe et de son avant-garde ! Si le front unique ne sort pas de sa passivité ou, pis encore, s'il entreprend un indigne roman avec les radicaux, on verra se renforcer à gauche du front unique des deux partis les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et d'autres groupements de désagrégation politique. En même temps se renforcera l'indifférence, précurseur de la catastrophe. En revanche, si le front unique socialiste-communiste, en assurant ses arrières et ses flancs contre les bandes fascistes, déclenche une large offensive politique sous le mot d'ordre de conquête du pouvoir, il ren-

contrera un écho si puissant qu'il dépassera les attentes les plus optimistes. Pour ne pas pouvoir le comprendre, il n'y a que des bavards, pour qui les grands mouvements de masses resteront toujours le livre aux sept sceaux.

PAS UN PROGRAMME DE PASSIVITÉ, MAIS UN PROGRAMME DE RÉVOLUTION

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que si une opposition contre l'aggravation de la situation des masses dans le cadre du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui-avec un gouvernement ouvrier et paysan-doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme.

Or, s'il faut un programme, ce n'est pas afin de tranquilliser sa propre conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut un programme qui reste lettre morte ? Le Parti ouvrier belge a adopté, par exemple, l'ambitieux plan De Man, avec toutes les « nationalisations ». Mais quel sens cela a-t-il, s'il n'est pas prêt à lever même le petit doigt pour le réaliser ? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir. Le socialisme peut lancer le programme le plus savant, sa valeur sera nulle si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'État. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maître a fait faillite. Il en faut un nouveau. Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est le fascisme qui le prendra, inévitablement !

Un programme de revendications transitoires pour les « classes moyennes », peut naturellement revêtir une grande importance s'il répond, d'une part, à leurs besoins réels, et de l'autre aux exigences de la marche vers le socialisme. Mais, encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans tel ou tel programme particulier. Les classes moyennes ont vu et entendu bien des programmes. Ce qu'il leur faut, c'est la confiance que ce programme sera bien réalisé. Quand le paysan se dira : « Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas », la cause du socialisme sera gagnée. Mais, pour y arriver, il faut d'abord démontrer par des actes que nous sommes fermement prêts à briser sur notre route tous les obstacles.

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte, car ces derniers nous sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial : une campagne de la presse ouvrière, orchestrée, frappant sur le même clou ; des discours authentiquement socialistes à l'Assemblée nationale, non de députés apprivoisés, mais de chefs du peuple ; l'utilisation pour la propagande révolutionnaire de toutes les campagnes électorales ; des meetings répétés, où les masses ne viennent pas simplement pour entendre les orateurs, mais pour

recevoir les mots d'ordre et directives de l'heure ; la création et le renforcement de la milice ouvrière ; des manifestations bien organisées, balayant de la rue les bandes réactionnaires ; des grèves de protestation : une campagne ouverte pour l'unification et l'élargissement des rangs des syndicats sous le signe d'une lutte de classes résolue ; des actions opiniâtres et bien calculées pour gagner l'armée à la cause du peuple ; des grèves plus larges ; des manifestations plus puissantes ; la grève générale des travailleurs des villes et des champs ; une offensive générale contre le gouvernement bonapartiste, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. L'inévitable décomposition du capitalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et l'approche du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai n'est assurément inscrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, au premier chef de la politique du prolétariat et de son front unique. Les forces potentielles de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et, en général, celles de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches les plus profondes vibrent, en écho à chaque parole hardie, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes : c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère « prudence » qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le front unique doit prendre pour devise la formule de Danton : « De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace ».

Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques - hardiment, sans peur, jusqu'au bout, c'est assurer la victoire du socialisme.

[contribution de Trotsky publié sous la signature du Groupe bolchevik-léniniste en deux parties : « Objections et réponses : la milice du peuple », *La Vérité* n° 225, 2 novembre 1934 et « Où va la France ? », *La Vérité* n° 226, 9 novembre 1934]

La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes

1. Les dix dernières années ont été caractérisées par l'aggravation du déclin et de la sclérose de l'Internationale communiste (IC) qui, au cours de ses cinq premières années d'existence, avait rassemblé sous son drapeau les éléments les plus révolutionnaires du prolétariat. La majorité des cadres actuels de la Ligue communiste internationaliste (LCI) proviennent des rangs de l'IC. La majorité des groupes et sections de la LCI ont été exclus à des dates diverses par la bureaucratie à titre préventif, afin d'empêcher la possibilité de l'introduction dans le parti communiste d'une lutte pour les principes léninistes. S'étant constitués en Opposition de gauche (OGI), les bolchevik-léninistes se sont fixé comme leur première tâche de régénérer l'IC. Au cours d'une décennie, ils ont lutté inlassablement contre les dérapages centristes et les zigzags aventuristes de la bureaucratie stalinienne. Il n'y a eu aucune question majeure, aucun événement majeur, auquel les bolchevik-léninistes n'aient pas répondu, en tant qu'organisation internationale ou par l'intermédiaire des différentes sections. Il n'y a eu aucune question majeure sur laquelle l'analyse et le pronostic des bolcheviks-léninistes n'ait pas été confirmé par les événements. Mais la puissance conservatrice de l'appareil bureaucratique a eu le dessus. Les événements d'Allemagne avec la victoire du fascisme ont fait apparaître la dégénérescence interne de l'IC, et ont une fois pour toutes enterré les espoirs de la régénérer, au moins en ce qui concerne ceux de l'avant-garde prolétarienne.
2. En abandonnant leur rôle de fraction de l'IC, les bolcheviks-léninistes, sur la base de leur ancien programme enrichi d'expériences nouvelles, ont créé une organisation indépendante dont la tâche est de lutter pour de nouveau partis et une nouvelle Internationale, la 4^e Internationale. La nouvelle orientation de la LCI - laquelle a été renforcée dès le début par l'adhésion du RSP néerlandais - a rendu nécessaire un réexamen de tout le champ du mouvement ouvrier international, un relevé des modifications qui s'y sont produites, une appréciation correcte des nouveaux groupements. Elle exige de trouver, dans chaque pays, le point le plus favorable pour y appuyer le levier marxiste.

3. La dégénérescence et les compromissions de l'IC ont conduit à un maintien absolu ou au moins relatif des partis social démocrates. Le maintien de ces partis ou, mieux encore, leur croissance du fait qu'ils ont attiré des éléments neufs, ont conduit et conduiront à leur tour inéluctablement à la formation de groupes internes, à l'exacerbation des luttes fractionnelles et des scissions. Rien n'illustre de façon plus frappante la perte totale de la force d'attraction de l'IC que le fait qu'au cours des dernières années, les groupes centristes de gauche, y compris ceux qui avaient rompu avec la social-démocratie ou qu'elle avait exclus, ne sont pas entrés dans les rangs de l'IC, mais ont essayé et essaient encore de mener une existence indépendante (ILP., OSP, SAP, AWP, etc.). Dans plusieurs pays, les partis sociaux-démocrates ont connu une évolution certaine. Après de longues années où la social-démocratie autrichienne (SDAP) s'est adaptée aux gouvernements bourgeois, son aile prolétarienne (Schutzbund) s'est battu les armes à la main contre la bourgeoisie. Le parti espagnol (PSOE), qui hier encore collaborait dans un gouvernement bourgeois et déclenchait continuellement la répression contre ce qu'il appelait des excès révolutionnaires, se montre aujourd'hui contraint d'appeler les masses à l'insurrection armée pour la défense des libertés démocratiques. Par ailleurs, le Parti ouvrier belge sort son couteau contre son aile gauche encore très modérée. La sociale-démocratie néerlandaise (SDAP) est en train de réviser son programme dans un esprit réactionnaire. Tous ces courants se développent sous l'influence des mêmes facteurs : la crise du capitalisme et de l'État démocratique, les contre-réformes au lieu de réformes, la misère croissante des masses, la menace de guerre dans divers pays. Ces facteurs fondamentaux se reflètent de façon variée et donnent naissance à de multiples et mêmes contradictoires tendances, groupements et rapports réciproques.
4. La politique intérieure a perdu toute trace de stabilité et se caractérise maintenant par des manœuvres brutales, s'exprimant de façon frappante dans le fait que des socialistes qui, hier encore étaient ministres de la bourgeoisie (comme Francisco Largo Caballero du PSOE) sont aujourd'hui arrêtés par la police de la bourgeoisie. La situation objective de la sociale-démocratie à l'intérieur de l'État bourgeois tourne, en très peu de temps, de 180°. En ce qui concerne la conscience, elle change très vite, non seulement de façon non uniforme, mais même hétérogène dans les divers groupes ; à certains niveaux de l'appareil en direction du bonapartisme corporatiste (les « néo socialistes », quelques Néerlandais et d'autres), et d'un autre côté vers la révolution. La conscience de la sociale-démocratie est tellement en arrière de sa propre situation objective à l'intérieur de l'État bourgeois qu'elle se trouve précipitée dans l'insur-

rection armée sans avoir eu le temps d'abandonner ses préjugés démocratiques et réformistes.

5. Dans ces conditions, rien ne serait plus dangereux ni plus funeste que les formules périmées. Se contenter d'abstractions comme « réformisme », « 2^e Internationale » revient à ignorer ou gommer la différence entre une sociale-démocratie qui constitue le pouvoir de la bourgeoisie et une sociale-démocratie qui participe à une révolution contre la bourgeoisie. Entre ces deux pôles extrêmes se trouvent une série d'étapes transitoires qu'il faut étudier avec soin, en mesurant l'étendue de l'oscillation et le rythme du développement, afin de placer le levier de la façon la plus efficace pour la formation de partis prolétarien authentiquement révolutionnaires.
6. Nous le répétons de nouveau : si l'IC n'avait pas été écrasée par la bureaucratie soviétique, mais avait poursuivi et développé la politique de ses quatre premiers congrès, elle aurait depuis longtemps assuré la victoire de la révolution dans de nombreux pays d'Europe et d'Asie. D'un autre côté, si l'appareil dégénéré de l'IC, appuyé sur l'autorité de l'URSS ne s'était pas dressé sur la route de l'avant-garde du prolétariat mondial, la LCI aurait pu devenir au cours de la dernière décennie le pivot indépendant du parti révolutionnaire. Dans les deux cas, le prolétariat aurait remporté des victoires au lieu de n'essayer que défaites et capitulations. En matière de politique pratique, cependant, il nous faut partir non de conditions imaginaires, mais des conditions réelles, celles dans lesquelles se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier mondial et dont nous avons caractérisé ci-dessus les traits fondamentaux. La LCI est l'unique organisation qui ait une conception générale correcte de la situation mondiale et des tâches qui sont devant le prolétariat mondial. Mais elle ne possède pas les forces suffisantes pour devenir un centre d'attraction pour les masses, lesquelles, placées sous l'épée de Damoclès du fascisme et de la guerre, ont peur de se couper des grandes organisations. La LCI ne peut pas agir en tant que parti indépendant du prolétariat, elle n'est qu'un instrument pour la création de partis indépendants. Il faut utiliser cet instrument conformément à la situation de chaque pays.
7. La psychologie, les idées, les habitudes sont d'ordinaire très en retard sur les développements des rapports objectifs dans la société et la classe ; même dans les organisations révolutionnaires, le mort pèse sur le vif. La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des concep-

tions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle internationale. Ces conceptions s'expriment de façon chimiquement pure, de la façon la plus achevée dans la secte morte des bordiguistes qui espèrent que l'avant-garde prolétarienne se convaincra elle-même, à la lecture d'une littérature à peine lisible, de la justesse de leurs positions et que, tôt ou tard, elle se rassemblera à juste titre autour de leur secte. Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masses, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes que les événements révolutionnaires poussent d'eux-mêmes les masses vers eux en récompense de leurs idées « justes » est la plus cruelle de leurs illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période purement propagandiste.

8. Ceux de nos camarades qui ont manifesté au plus haut degré des tendances sectaires argumentent que les centristes du SAP et de l'OSP nous ont toujours accusés de sectarisme, et qu'en conséquence nous reconnaissons aujourd'hui la justesse de leurs accusations en même temps que l'injustice de notre critique du DNA, de Paul Louis (PUP), etc. En employant de pareils arguments, ces camarades illustrent une fois de plus à quel point le sectarisme se marie facilement à l'opportunisme. Les diri-

geants du SAP et de l'OSP nous accusaient de sectarisme non à cause de nos faiblesses, mais précisément à cause de nos points forts : notre ténacité en théorie, notre hostilité à toute confusion programmatique, à la conciliation sans principes et aux combinaisons stériles. L'opportunisme accuse et accusera toujours les marxistes de « sectarisme », de « talmudiste », de « couper les cheveux en quatre ». Il faut répondre en condamnant très sévèrement l'attitude de certains camarades qui tendent à s'excuser devant les dirigeants du SAP, ainsi que leur évidente tendance à réviser notre critique de la direction centriste en général. Nous libérer des résidus sectaires de la période propagandiste ne signifie pas pour nous renoncer aux critères marxistes, mais, au contraire, apprendre à les transporter sur une arène plus vaste, c'est-à-dire à les marier avec la lutte de secteurs toujours plus larges de la classe ouvrière.

9. C'est seulement à la lumière des considérations ci-dessus que l'on peut apprécier correctement le tournant radical effectué par notre section française, laquelle, après une ample discussion, est entrée dans la SFIO (septembre 1934). L'opposition à ce tournant était inspirée par des considérations de deux sortes. Les premières, celles d'Ackerknecht et de ses partisans dans l'IKD, considéraient l'entrisme comme un abandon du léninisme, « *une capitulation devant le réformisme* », « *un passage sur les positions de la 2^e Internationale* ». D'autres craignent - et c'est une crainte en soi bien naturelle - que notre section française ne puisse développer sa position à l'intérieur de la SFIO, qu'elle soit obligée de rentrer son drapeau et que cela compromette la LCI. Le camarade Naville et son groupe dans la LC-BL ont adopté sur cette question une position éclectique et vont des arguments des uns à ceux des autres et vice-versa. « L'intransigeance » purement passive des camarades Naville et Lhuillier n'était que le complément de leur politique opportuniste dans la période précédente, quand ils empêchaient un travail systématique à l'intérieur de la SFIO, lui substituant une adaptation à l'extérieur à la politique de sa direction. Finalement, le camarade Ackerknecht, sous le coup de son échec, a commencé à dissimuler sa position en fait bordiguiste sectaire derrière l'argument purement opportuniste selon lequel l'entrée de la Ligue dans la SFIO était « inopportune ». La dernière déclaration de Ackerknecht, Lehmann et autres (20 septembre 1934) est un amalgame mécanique de sectarisme et d'opportunisme couvert ici et là de la feuille de vigne de considérations « concrètes et réalistes ».
10. Quant aux craintes naturelles et parfaitement légitimes des autres sections que le tournant de la section française puisse la lier pieds et poings, la réponse à ces craintes, encore incomplète et pas définitive,

mais cependant extrêmement importante, a déjà été donnée par les faits. Le plénum relève que la position prise ouvertement par le groupe bolchevik-léniniste à l'intérieur de la SFIO (programme d'action, trois numéros de *La Vérité*, brochures sur la milice, travail jeune) n'a rien à voir avec une capitulation, mais représente l'application des méthodes et des principes de la LCI dans sa nouvelle orientation et dans des conditions nouvelles. En particulier, le plénum relève les progrès incontestables de *La Vérité* par rapport à la période précédente. Ce seul fait règle la question de savoir si l'entrée était « opportune » ou « inopportune ». La discussion théorique sur le caractère de la SFIO, son régime, etc., a été vérifiée empiriquement. La situation objective et les conditions internes de la SFIO à l'étape actuelle sont de nature à donner aux bolcheviks-léninistes une possibilité sérieuse de participer à la vie interne de ce parti et de pousser la propagande pour leurs idées sur la base d'une lutte réelle d'une fraction importante de l'avant-garde prolétarienne. Tenant compte du fait que la discussion sur le tournant français a mené à de dures luttes fractionnelles entre partisans et adversaires de l'entrée, au cours desquelles des erreurs ont été commises des deux côtés, le plénum, tout en condamnant le fait que la fraction Naville, dans le cours de son travail fractionnel ait pris vers l'extérieur des positions nuisibles à la vie politique de notre organisation, rappelle à la Ligue la nécessité d'une vie politique et organique saine et invite tous les membres de la minorité qui apprécient leur lien avec la LCI à rejoindre immédiatement le groupe bolchevik-léniniste de la SFIO sur la base d'une discipline commune. En conséquence, tout membre de la minorité qui se permet des insinuations sur notre section française avec l'objectif de la compromettre aux yeux des ouvriers socialistes se place de ce seul fait en dehors des rangs de la LCI. Le plénum mandate le secrétariat international pour qu'il fournisse régulièrement aux sections des matériaux illustrant le travail de la section française dans la nouvelle situation, afin que la LCI dans son ensemble puisse utiliser les expériences ainsi réalisées.

[résolution adoptée par le plenum élargi des 14, 15 & 16 octobre 1934 de la Ligue communiste internationaliste, à partir d'un projet de Trotsky, publiée dans le *Bulletin intérieur* n° 2 du Groupe bolchevik-léniniste]

INDEX

1^{re} Internationale : Association internationale des travailleurs (1864-1872). Organisation qui rassemble tous les courants du mouvement ouvrier, animée par Marx. > 11

2^e Internationale. Avant 1914 : l'IO ; après 1918 : l'IOS. > 5, 7, 8, 11, 13, 41

3^e Internationale : voir IC.

4^e Internationale (1938-1953). L'Opposition de gauche de l'IC (OGI, 1928) se prononce pour une nouvelle internationale en 1933 et se renomme LCI. La QI est proclamée en 1938. Sa direction (Pablo, Mandel...) révisé son programme en 1951. > 5, 8, 11, 39

Amsterdam-Pleyel (1932-1939) : Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme . Rassemble à l'initiative de l'IC des personnalités comme Barbusse et Rolland ainsi que des bureaucrates de la CGTU et du SNI. > 10

Bauer Otto (1881-1938). Juriste, membre du SDAP autrichien. Publie en 1907 *La Sociale-démocratie et la question des nationalités*. Partisan de l'Union sacrée en 1914. Ministre du gouvernement SDAP-CS en 1918-1919. Exilé en 1934. > 22, 33

Bloc national. Coalition des partis bourgeois à droite du PR : FR, AD, AL. Domine l'Assemblée nationale de 1919 (« chambre bleu horizon ») jusqu'à 1924 où elle cède la place au Cartel des gauches. > 17

Blum Léon (1872-1950). Haut fonctionnaire. Chef de la minorité du PS hostile à l'adhésion à l'IC au congrès de Tours en 1920. Président du conseil (premier ministre) en 1936. Emprisonné par le régime de Vichy. > 4, 6, 36, 46, 47, 49, 50

Cachin Marcel (1869-1958). Professeur de philosophie. Partisan en 1914 de la guerre. Envoyé en 1915 par le gouvernement contacter Mussolini pour faire entrer l'Italie en guerre, puis en Russie en 1917 pour qu'elle continue la guerre après la révolution de février. Devient stalinien et redevient social-patriote. Membre de la direction du PCF de 1920 à sa mort. > 22, 23

Camelots du roi-Action française (1908-1936). Mouvement fasciste d'inspiration monarchiste vendant *L'Action française* de l'antisémite Maurras. En furent membres, entre autres, Bernanos, Buron, Darnand, Sanguinetti... Mitterrand manifeste avec eux pour chasser les médecins juifs d'origine étrangère en 1935. > 14, 27, 52

Cartel des gauches (1924-1932). Alliance électorale entre le PR et le PS-SFIO. > 17, 22

CGT : Confédération générale du travail (1895-...). Syndicat d'inspiration anarchiste qui se rallie à l'Union sacrée en 1914. Jouhaux expulse l'aile révolutionnaire en 1921 qui fonde la CGTU. Les deux se réunifient en adhérant au Front populaire en 1935. La direction tente de négocier avec Pétain en 1940 mais le régime fasciste dissout tous les syndicats. Un de ses dirigeants devient ministre du travail. > 6, 35, 52

Chautemps Camille (1885-1963). Avocat. PR et franc-maçon, premier ministre en 1930 et 1933-34; ministre de Blum puis de Pétain. > 18

Croix de feu (1927-1936). Association fasciste dirigée par le colonel de La Rocque. Mitterrand en fut membre de 1934 à 1936. Après la dissolution par le gouvernement, le colonel le reconvertit en PSF (1936-1940). Le PSF chrétien-fasciste refuse la soumission à l'Allemagne après la défaite française, ce qui le fait interdire par l'occupant nazi. > 14, 52

Daladier Édouard (1884-1970). Professeur d'histoire. Plusieurs fois ministre PR avant 1936. Membre du gouvernement Blum en 1936. Premier ministre de 1938 à 1940, il crée des camps de rétention pour les étrangers en 1937, réprime la grève du 30 novembre 1938, interdit le PCF en 1939. > 16, 22, 23

Déat Marcel (1894-1955). Professeur de philosophie. Chef de file des néo-socialistes au sein du PS. Exclu du PS, Déat fonde en 1933 le PSdF et en 1940 un parti fasciste, le RNP. > 20

Doriot Jacques (1898-1945). Ouvrier métallo. Dirigeant du PC stalinien. Partisan du front unique ouvrier après la victoire d'Hitler. Adhère en 1934 avec sa fraction au Bureau de Londres. Fonde en 1936 un parti fasciste, le PPF. Volontaire pour combattre avec l'armée allemande contre l'URSS. > 49

Doumergue Gaston (1863-1937). Avocat. Plusieurs fois ministre PR avant la 1^{re} Guerre mondiale. Chef du gouvernement d'union nationale de 1934 qui comprend Pétain et Tardieu. > 12, 13, 14, 15, 19

Frossard Louis-Olivier (1889-1946). Instituteur membre du PS-SFIO, participe à partir de 1915 à la minorité pacifiste de la SFIO avec Longuet. Secrétaire général du PC-SFIC en 1920. Démissionne du PC en 1923 et rejoint le PS-SFIO qu'il quitte en 1935. Ministre dans le gouvernement de Front populaire et dans le premier gouvernement Pétain. > 18, 20, 21, 22, 23, 30, 31, 32

Herriot Édouard (1872-1957). Professeur de lettres. Dirigeant du PR. Emprisonné par le régime de Vichy. > 16, 19

Hilferding Rudolf (1877-1941). Économiste et membre du SDAP autrichien, écrit dans la revue *Die Neue Zeit* pilotée par Kautsky et fonde en 1904 avec d'autres « austro-marxistes » la revue *Marx-Studien*. Celle-ci publie en 1910 *Le Capital financier* qui influence tous les marxistes de l'époque, dont Lénine. Il enseigne l'économie au sein du SPD. Durant le 1^{re} Guerre mondiale, s'oppose aux internationalistes (dont Luxemburg et Radek) et adhère au parti centriste USPD. Quand la majorité de l'USPD adhère à l'IC en 1920, Hilferding fait partie de la minorité qui retourne au SPD. Ministre de l'économie du gouvernement DVP-SPD-DZP-DDP en 1923 et du gouvernement SPD-DVP-DDP-DZP en 1928. Arrêté en 1941 par la police française qui le livre à la Gestapo. > 6

Hitler Adolf (1889-1945). Déclassé en Autriche, fuit le service militaire en 1913 en Allemagne, conscrit en 1914 (estafette de régiment). En 1919, il est envoyé par son capitaine faire de l'agitation contre-révolutionnaire parmi les soldats de Munich et surveiller un groupuscule phalocrate, nationaliste et antisé-

mite dont il devient le principal orateur et qu'il rebaptise NSDAP en 1920. Son coup d'État à Munich échoue en 1923. Le parti fasciste s'étend nationalement, agresse le mouvement ouvrier avec des complicités policières, obtient des résultats électoraux (grâce à la petite bourgeoisie) et commence à se lier aux grands capitalistes. Hitler est nommé chancelier en 1933. La terreur nazie déferle. Il réarme l'Allemagne (1933), étend le « 3^e Reich » : Autriche en 1938, une partie de la Tchécoslovaquie en 1938, une partie de la Pologne en 1939, ce qui déclenche la 2^e Guerre mondiale. Après des succès initiaux (dont l'invasion de la Belgique et la défaire de la France), l'armée impérialiste allemande recule à partir de 1943. Hitler se suicide à l'approche de l'armée de l'URSS. > 5, 9, 52

IC : Internationale communiste, 3^e Internationale (1919-1943). Fondée en 1919 sur une base révolutionnaire et internationaliste. Passe à partir de 1923 sous le contrôle de la bureaucratie conservatrice de l'URSS. De 1924 à 1928, cours droitier à la recherche d'alliés de l'URSS. De 1929 à 1934, « 3^e période » où les partis réformistes sont désignés comme fascistes. En 1934, elle adopte le patriotisme. De 1935 à 1939, elle pratique l'alliance avec des partis bourgeois (« fronts populaires »). En 1939, elle soutient le pacte Hitler-Staline en minimisant le danger fasciste. En 1941, après l'invasion de l'URSS par l'impérialisme allemand, Staline la subordonne aux Alliés puis la dissout en 1943. > 4, 6, 6, 7, 8, 11, 34, 35, 39, 40, 41

IO : Internationale ouvrière (1889-1914). Fondée par une équipe de marxistes autour d'Engels en 1889. Rassemble presque tous les partis ouvriers de l'époque. Lénine et Luxemburg furent membres de son bureau. L'IO mène campagne contre la guerre jusqu'au 4 août 1914 quand ses principales sections (SPD, SDAP, POB, PS-SFIO, LP...) se rangent du côté de leur bourgeoisie. > 11

IOS : Internationale ouvrière et socialiste (1919-1940), « 2^e Internationale » par opposition à la 3^e. En 1919, les sociaux patriotes reconstituent une IO ; entre les deux, les centristes forment la CPS. Les deux fusionnent dans l'IOS en 1923. En 1950, lui succède une IS qui est basée sur la guerre froide et admet des partis bourgeois des pays dominés. > 5, 7, 8, 13, 41

Jeunesses patriotes (1924-1936). Mouvement fasciste fondé par le financier Taittinger. Les JP, interdites par le gouvernement Blum en 1936, se reconvertissent en PRNS qui collabore avec le régime nazi. > 14, 52

Jouhaux Léon (1870-1954). Ouvrier. Secrétaire général de la CGT en 1909. Partisan de la guerre en 1914, rentre au gouvernement d'Union sacrée. Exclut l'aile révolutionnaire de la CGT (qui fonde la CGTU). Arrêté par le régime de Vichy et déporté. Scissionne de la CGT en 1947 pour fonder FO. > 6,35

KPD : Parti communiste d'Allemagne (1918-1945). Fusion de la SB et de groupes liés au Parti bolchevik ou au SDP néerlandais. Déclenche, malgré l'opposition de Luxemburg, une insurrection prématurée en 1919. L'aile gauchiste forme le KAPD en 1919. Fusionne avec la majorité de l'USPD en 1920. Stalinisé, le KPD refuse le front unique ouvrier, ce qui aide considérablement les fascistes du NSDAP de Hitler qui prennent le pouvoir en 1933. > 4, 6, 25, 52

Laval Pierre (1883-1945). Avocat, PS-SFIO (1903-1922), plusieurs fois ministre et premier ministre hors du PS. Membre du gouvernement Pétain en 1940, chef du gouvernement en 1942, exécuté en 1945. > 4, 32

LP : Parti travailliste britannique (1900-...). Soutien l'Union sacrée en 1914. MacDonald est premier ministre en 1924 puis en 1929-1931 avec le soutien du Parti libéral. > 6, 32

Man Henri de (1885-1953). Il rejoint la JGS en 1902. Journaliste, il vit en Allemagne, en Autriche et en Grande-Bretagne. En 1910, il regagne la Belgique où il est chargé de l'école du POB. En 1914, partisan de l'Union sacrée. En 1917, il est envoyé par l'État belge en Russie pour que celle-ci poursuive la guerre. Publie en 1926 *Au delà du marxisme*. En 1933, rédige le programme du POB (*Plan du travail*). Se rallie au fascisme en 1940. > 6, 7, 37.

Mussolini Benito (1883-1945). Déclassé puis journaliste. Dans l'aile « maximaliste » du PSI (hostile à toute participation au gouvernement et antimilitariste), directeur du quotidien socialiste *Avanti!* En 1914, devient favorable à l'entrée en guerre de l'Italie. En 1919, il fonde un parti phalocrate, nationaliste, les Faisceaux de combat, renommé Parti national fasciste en 1921. Les bandes fascistes, liés aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, attaquent le mouvement des travailleurs de l'agriculture et des ouvriers de l'industrie. Mussolini prend le pouvoir en 1922. Ses bandes écrasent physiquement toute opposition. Le régime adopte le racisme en 1938 et s'allie avec l'Allemagne en 1939. Les défaites et les pénuries provoquent une révolution en 1943. L'armée allemande sauve Mussolini qui est pris par les partisans en 1945 et exécuté par décision du Comité de libération nationale. >5

Naville Pierre (1904-1993). Étudiant surréaliste, rejoint en 1925 le PC après son service militaire, rencontre Trotsky en URSS en 1927, édite en 1928 la revue d'opposition *La Lutte des classes*, est exclu du PC. Participe au regroupement autour de *La Vérité* en 1929 (LC-BL). Réticent à l'entrée dans le PS-SFIO en 1934. Dirigeant du POI en 1936. Refuse de suivre la consigne d'entrée dans le PSOP en 1939 et abandonne l'activité révolutionnaire. Devient après-guerre un sociologue renommé et un membre du PSU. >43

Néo-socialistes : aile droite du PS-SFIO autour de Déat, Marquet, Montagnon, Renaudel... Elle crée le PSdF-Union Jean Jaurès en 1933 qui rejoint le FP. La plupart se rallie à Pétain en 1940. >40

Parti communiste : voir PC.

Parti radical : voir PR.

Parti socialiste : voir PS-SFIO.

PC (1920-...) : Parti communiste-section française de l'IC ; à partir de 1936 : Parti communiste *français*. La majorité du PS-SFIO adhère à l'IC en 1920. Le PC mène une action révolutionnaire, anticolonialiste et antimilitariste sous l'impulsion de l'IC. Caporalisé dès le début des années 1920, il calomnie l'Opposition de gauche et expulse Souvarine, Monatte, Rosmer... En 1934, sous la direction de Thorez, il opère un tournant patriotique. En 1935, le PC

s'oriente sur consigne de Staline vers l'alliance avec des partis bourgeois comme le PR (Front populaire). En première ligne pour finir la grève générale en 1936. Le PCF vote les crédits de guerre le 2 septembre 1939. Daladier l'interdit le 26 septembre (22 des 74 députés renient le PCF). Gitton, ancien dirigeant du parti, fonde en 1941 un parti fasciste, le POPF, qui rivalise avec celui de Doriot. Le PCF passe à la résistance bourgeoise quand l'impérialisme allemand envahit l'URSS en 1941. Il participe au gouvernement du général De Gaulle avec le PS pour désarmer les travailleurs, stabiliser l'État bourgeois, sauver le capitalisme français. > 4, 6, 23, 25, 35, 36, 52

Pétain Philippe (1856-1951). Commandant en chef en 1917, restaure la discipline après les mutineries. En 1925, chef avec Franco de la répression franco-espagnole du soulèvement du Rif (Maroc). Ministre en 1934. Ambassadeur en Espagne en 1939. Vice-premier ministre en 1940. Après la défaite de l'impérialisme français, reçoit les pleins pouvoirs du parlement et établit un régime fasciste (« révolution nationale ») subordonné au 3^e Reich : interdiction des organisations ouvrières, suppression des libertés démocratiques, persécution des communistes, des réfugiés et des Juifs, mise sur pied de la Milice composée de fascistes et de truands. Emprisonné. > 14

Pivert Marceau (1895-1958). Professeur de physique. Syndicaliste au SNI (CGT). Adhère au PS-SFIO en 1924 où il rejoint la tendance Bataille socialiste de Zyromski. En 1935, il fonde le courant GR, qui est partisan de pousser à gauche le Front populaire. Pivert est membre du gouvernement Blum. En avril 1938, il est pratiquement exclu du PS qu'il quitte pour fonder le PSOP, un parti adhérent au Bureau de Londres. Pivert retourne au PS en 1946. > 33

POB : Parti ouvrier belge (1885-1940). Parti réformiste qui adhère à l'Union sacrée en 1914 sous la direction de Vandervelde. > 6, 7, 37

PR : Parti radical (1901-1972). Le principal parti bourgeois de la 3^e République, à base électorale populaire, change souvent d'allié pour accéder ou rester au gouvernement. > 4, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21

PS-SFIO : Parti socialiste, section française de l'IO (1905-...). Après l'assassinat de Jaurès, soutient la guerre et entre au gouvernement d'union sacrée. Sa majorité se rallie à l'IC en 1920. Une minorité conduite par Blum scissionne et conserve le nom de SFIO. Son quotidien est *Le Populaire*. Pratique des alliances avec des partis bourgeois comme le PR lors du Cartel des gauches, puis lors du Front populaire. Expulse son aile droite en 1933 (Déat, Faure, Renaudel, Marquet...) qui fonde le PSdF et en 1938 son aile gauche (Pivert, Hérard, Lefeuvre, Guérin...) qui fonde le PSOP. Le PS participe au gouvernement d'Union nationale (1940) avec les fascistes du PSF. Se rallie au général De Gaulle. > 4, 17, 19, 27, 34, 35, 36, 52

Renaudel Pierre (1871-1935). Journaliste. Adjoint de Jaurès. Participe à la scission minoritaire du PS hostile à l'IC en 1920 avec Blum. Membre du PSdF en 1933. > 6, 12, 17, 18, 20, 21, 30

SFIO : voir PS.

Staline Josef (1878-1953). Séminariste puis militant du POSDR. Rejoint la fraction bolchevik. En 1917, impulse un ligne de soutien critique au gouvernement provisoire jusqu'au retour de Lénine. Celui-ci le pousse au poste (nouveau) de secrétaire général du parti en 1922 avant de rompre avec lui peu avant sa mort. Il incarne alors la bureaucratie naissante qui s'empare du parti et de l'État ouvrier en 1924-1926. Collectivise brutalement en 1928 et instaure un despotisme sanglant et un culte de sa personnalité. Paralysé un temps par l'invasion allemande en 1941, il s'appuie sur le nationalisme russe et le clergé orthodoxe. Il dissout l'IC en 1943. > 4

SDAP : Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche (1889-...). Fondé par Victor Adler. Belliciste en 1914. En 1934, se renomme SPÖ. > 8, 33

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne (1875-...) résultant de la fusion de l'ADAV de Lassalle et du SDAP d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Parti phare de l'IO. Soutient l'union sacrée en 1914. Scheidemann et Ebert forment un gouvernement avec l'USPD qui, en lien avec l'état-major, écrase la révolution en 1919. > 6, 33, 52

Stavisky Alexandre. Escroc lié à des politiciens du PR, à la police, à la presse et à la justice. Son suicide déclenche un scandale attisé par le Bloc national (les partis bourgeois à la droite du PR) et les organisations fascistes (CdF, JP, AF...) qui attaquent le parlement le 6 février 1934. > 4, 18, 52

Tardieu André (1876-1945) : Haut fonctionnaire., Dirigeant de l'AD puis du Centre démocratique. Premier ministre en 1930, il finance secrètement les organisations fascistes. Ministre du gouvernement Doumergue-Pétain en 1934. Éclaboussé par plusieurs scandales. Collabore au journal pro-Mussolini et antisémite *Gringoire*. > 14, 19

Thälmann Ernst (1886-1944). Ouvrier. Militant du SPD en 1903. En 1918, membre de l'USPD qu'il suit au KPD en 1920. Dirigeant du KPD stalinisé. Arrêté par les nazis en 1933 et exécuté en 1944. > 6

Thorez Maurice (1900-1964). Mineur. Propulsé à la direction du PC-SFIC stalinisé en 1925. Thorez devient secrétaire général du PC en 1931. Fait adopter le patriotisme (1934) et applique l'alliance avec la bourgeoisie (1935). En URSS de 1939 à 1944. Ministre du général De Gaulle en 1945. > 4

Vandervelde Émile (1866-1938). Adhère au POB belge en 1884. Franc-maçon, belliciste en 1914. plusieurs fois ministre du roi (1914-1921, 1925-1927, 1935-1937). > 6, 7

Wels Otto (1873-1939). Dirigeant du SPD. Assimile le KPD au NSDAP comme extrémiste et s'allie aux partis bourgeois « démocratiques ». > 6, 22

Zyromski Jean (1890-1975). Fonctionnaire, adhère au PS-SFIO en 1912, guesdiste, partisan de l'Union sacrée en 1914. Mobilisé, il est blessé en 1914. En 1920, il reste avec la minorité du parti dirigée par Blum dans l'IOS (2^e Internationale). Fonde en 1922 la Bataille socialiste qui s'oppose à l'alliance avec le PR. En 1935, partisan du Front populaire et de la « fusion organique » entre le PS et le PCF. Rejoint le PCF en 1945. > 22

**Abonnement à Révolution communiste
bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
(section française du CoReP)**

Envoyer 14 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à
ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

NOM Prénom

Adresse postale

.....

Adresse électronique@.....

site groupemarxiste.info
contact groupe.marxiste.inter@gmail.com



En janvier 1933, Hitler prend le pouvoir, supprime les libertés démocratiques, dissout les organisations ouvrières, persécute les Juifs d'Allemagne, extermine les malades mentaux. Tant le parti socialiste allemand (SPD) qui misait sur les partis bourgeois « démocratiques » que le parti communiste stalinisé (KPD) qui prenait pour cible le SPD (qu'il appelait « social-fasciste ») avaient empêché la réalisation du front unique ouvrier pour écraser la menace nazie. Ni la section allemande de la 3^e Internationale, ni aucune autre ne se révolte contre la ligne criminelle imposée au KPD par la bureaucratie de l'URSS

et son despote en chef. Les partis « communistes » sont devenus des obstacles à la révolution, au même titre que les partis socialistes ou travaillistes en 1914. L'Opposition de gauche internationale abandonne par conséquent en août 1933 la lutte pour redresser l'IC. Elle s'oriente vers une nouvelle internationale et la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste dans chaque État.

Partout, les partis fascistes voient dans la défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand un encouragement. En France, les des Croix de feu, les Jeunesses patriotes et les Camelots du roi, exploitant l'affaire Stavisky, tentent de renverser le régime parlementaire de la 3^e République le 6 février 1934. Si la police réprime les émeutiers devant l'Assemblée, le gouvernement de Daladier (Parti radical) démissionne sous la pression fasciste. Dans tous les pays avancés, les masses prolétariennes cherchent à prévenir une défaite analogue à celle de l'Allemagne et à échapper aux conséquences de la crise économique mondiale de 1929. Le 12 février 1934, les travailleurs répondent massivement au mot d'ordre de grève d'une journée contre le coup fasciste et manifestent dans les cortèges du PS-SFIO, du PC-SFIC, de la CGT, de la CGTU qu'ils font converger, à Paris dans l'enthousiasme. Les deux grands partis ouvriers sont contraints de s'unir, mais ce bloc reste sans véritable contenu.

La Ligue communiste internationaliste conseille à sa section française, la Ligue communiste, de ne pas s'isoler du front unique qu'elle avait préconisé avec un certain succès. Celle-ci entre en août 1934 dans le PS-SFIO sous le nom de Groupe bolchevik-léniniste, toute activité au PC étant impossible dans les conditions de violence et de calomnie stalinienne. Le contenu que le GBL veut donner au front unique ouvrier est la lutte pour le pouvoir et l'auto-défense contre le fascisme par la mise sur pied d'une milice ouvrière. Cette orientation se heurte de plein fouet à la défense du parlementarisme bourgeois et à la subordination aux partis bourgeois vers lesquelles s'orientent les directions du PS et du PC. Confirmant qu'il est perdu pour la révolution et que sa direction est consciemment contre-révolutionnaire, le parti stalinien adopte en 1934 le patriotisme, met en place en 1935 la coalition de Front populaire avec le Parti radical, met fin à la grève générale spontanée en 1936.